PROTOCOLE DE PRÉFIGURATION

PROJETS DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU DOUAISIS

RL

SOMMAIRE

SIGNATAIRES DU PROTOCOLE 5

PRÉAMBULE 6

LES DÉFINITIONS 8

Article 1. Quartiers d'intervention 9

Article 2. Objectifs poursuivis dans les quartiers visés au présent protocole de préfiguration 9

Article 2.1. Orientations stratégiques du contrat de ville 9

Article 2.2. Premiers objectifs en matière de renouvellement urbain 10

Article 2.3 Orientations stratégiques du projet d'innovation 14

Article 3. Points d'attention et demandes d'approfondissement souhaitées par l'Anru dans le cadre du protocole de préfiguration 14

Article 4. Programme de travail à réaliser au titre du protocole de préfiguration 15

Article 5. Opération(s) non financée(s) par l'Anru faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage 18

Article 5.1 Les opérations d'ingénierie financées par l'Anru dans le présent protocole mais dont le lancement opérationnel pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration 19

Article 5.2 Opérations d'investissement non financées par l'Anru dans le présent protocole mais dont le lancement opérationnel (cf. jalons opérationnels de l'annexe 2 du règlement financier) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration 19

Article 5.3 Opérations d'investissement non financées par l'Anru dans le présent protocole dont le démarrage des actions préparatoires et directement liées aux travaux à mener (études préalables et pré opérationnelles, actions de concertation, préparatifs au relogement des ménages le cas échéant) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration 19

Article 5.4 Etudes et/ ou missions d'ingénierie financées au titre du PIA VDS Anru + faisant l'objet d'une autorisation de démarrage anticipée 19

Article 6. Association des habitants et des usagers au projet de renouvellement urbain 19

Article 7. Articulation avec le document cadre d'orientations et la convention intercommunale d'attributions prévus aux articles L.441-1-5 et L.441-1-6 du Code de la Construction et de l'Habitation 21

Article 8. Gouvernance et conduite de projet 24

Article 8.1. Gouvernance 24

Article 8.2. Conduite de projet 26

Article 8.3. Association des maîtres d'ouvrage et des futurs investisseurs privés 27

Article 9. Opérations d'ingénierie financées au titre du programme de travail 28

Article 9.1. Modalités de financement par l'Anru de la conduite du projet de renouvellement urbain 28

Article 9.2. Modalités de financement par l'Anru des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet et accompagnement des ménages, prévus dans le programme de travail 28

Article 9.2.1 Les études, expertises et moyens d'accompagnement du projet 28

Article 9.2.2 L'accompagnement des ménages 29

Article 9.3. Modalités de financement par l'Anah des études et des expertises du programme de travail 29

Article 9.4. Modalités de financement par la Caisse des Dépôts du programme de travail 30

Article 9.5. Modalités de financement du programme de travail par d'autres partenaires 31

Article 9.6. Modalités de financement du programme de travail par le PIA VDS 32

Article 10 (À titre exceptionnel) Opérations d'investissement financées dans le protocole de préfiguration 32

BL

Article 10.1 Opérations financées par l'Anru 32
Article 10.2 Opérations financées par l'Anah 33
Article 11. Durée d'exécution du programme et durée du protocole de préfiguration 33
Article 11.1 La durée d'exécution du programme physique 33
Article 11.2 La durée du protocole de préfiguration 33
Article 12. Conditions de finalisation du projet de convention pluriannuelle de renouvellement urbain - points de rendez-vous avec l'Anru 33
Article 13. Conditions juridiques de mise en œuvre et d'application du protocole de préfiguration 33
Article 13.1. Contreparties mises à disposition d'Action Logement 33
Article 13.2. Intégration des exigences d'insertion des habitants des QPV dans les marchés publics, notamment destinées aux opérations du protocole 34
Article 13.3. Le financement des opérations contractualisées dans le protocole 34
Article 13.3.1 Le financement des opérations par l'Anru 34
Article 13.3.2 Le financement des opérations par l'Anah 34
Article 13.3.3. Le financement des opérations par la Caisse des Dépôts 34
Article 13.3.4 Le financement des opérations par d'autres partenaires 35
Article 13.4 Le respect des règlements de l'Anru 35
Article 13.5. Contrôle et audits 35
Article 13.6. Conséquences du non-respect des engagements 35
Article 13.7. Clause de renégociation du protocole et modification du protocole 36
Article 13.8. Traitement des litiges 36
Article 13.9. Conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence 36
Article 14. Dispositions diverses 36
Article 14.1 La mobilisation du porteur de projet et des maîtres d'ouvrage dans le cadre d'actions initiées par l'Anru 36
Article 14.2 La signalétique des chantiers 37
ANNEXES 40

1- Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville.
2- Plan(s) du ou des quartiers qui peuvent faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'Anru, et le cas échéant en précisant ceux concernés par le projet d'innovation soutenue au titre du PIA VDS
3- Plans présentant les premières orientations stratégiques NPNRU, à deux échelles : à l'échelle du quartier et à l'échelle du quartier dans son environnement, et le cas échéant le périmètre de déploiement du futur projet d'innovation soutenu au titre du PIA VDS
4- Description de la gouvernance et de la conduite de projet (organigramme…)
5- Synthèse des diagnostics et études déjà réalisés
6- Présentation et plan de localisation des opérations en cours de réalisation
7- Tableau financier des opérations physiques relatif au protocole de préfiguration
8- Planning de réalisation des actions du programme de travail
9- Tableau des financements de l'Anah (cf. modèle type fourni par l'Anah)
10- Tableau des financements de la Caisse des Dépôts
11- Tableau des financements de la Région Hauts-de-France
12- Tableau des financements des communes de Sin-le-Noble, Douai et Flers-en-Escrebieux
13- Fiches descriptives des opérations contractualisées

BL

A. – Diagnostic parc privé bâtiment O et Alexia I, II et III – Etude préopérationnelle parc privé Alexia I, II et III – Assistance juridique

B. Etude sociale et urbain (lots 1 et 2)

C. Diagnostic commercial et développement économique des quartiers et orientation et programmation des commerces et activités artisanales

D. Directeur de projet NPNRU (½ ETP sur 24 mois pour le QIN et ½ ETP sur 24 mois pour le QIR)

E. AMO suivi des études et accompagnement pour la formalisation de la convention ANRU et fiabilisation financière

F. AMO appui méthodologique en matière de concertation et mise en œuvre des outils de concertation

14- Courrier d'autorisation de mise en signature du protocole

BL

Vu le règlement général de l'Anru (RGA) relatif au NPNRU en vigueur,
Vu le règlement financier (RF) de l'Anru relatif au NPNRU en vigueur,

SIGNATAIRES DU PROTOCOLE

Il est convenu entre,

- L'Agence nationale pour la rénovation urbaine, désignée ci-après « l'Agence » ou « l'Anru », représentée par son directeur général, Nicolas GRIVEL,
- L'État, représenté par le Préfet de département et responsable de la mise en œuvre du renouvellement urbain dans le département, Michel LALANDE,
- La Communauté d'Agglomération du Douaisis, désignée ci-après « la CAD », représentée par son président, Christian POIRET, ci-après nommée le porteur de projet,
- La commune de Sin-le-Noble, représentée par son maire, Christophe DUMONT,
- La commune de Douai, représentée par son maire, Frédéric CHEREAU,
- La commune de Flers-en-Escrebieux, représentée par son maire, Jean-Jacques PEYRAUD,
- L'Agence nationale de l'habitat (Anah), représentée par sa directrice générale, Valérie MANCRET-TAYLOR,
- La Caisse des Dépôts, représentée par sa directrice régionale, Gaëlle VELAY,
- Le Conseil régional des Hauts-de-France, désigné ci-après « la Région », représenté par son président, Xavier BERTRAND,
- Le Conseil départemental du Nord, désigné ci-après « le Département », représenté par son président Jean-René LECERF,
- Partenord Habitat, représenté par son directeur général, Christophe BECUWE,
- Norévie, représenté par son directeur général, Jacques BRENOT,
- Maisons et Cités, représenté par son directeur général Dominique SOYER,
- SIA Habitat, représenté par sa directrice générale, Marie-Hélène FOUBET,
- HABITAT Hauts-de-France, représenté par son président du directoire, Stéphane MAILLET,

Ce qui suit :

BL

PRÉAMBULE

Le protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain de la Communauté d'Agglomération du Douaisis, sur lequel s'engagent les parties, s'appuie sur le dossier, élaboré conformément au dossier type prévu à l'annexe I du RGA relatif au NPNRU, examiné par le comité d'engagement, en date du 10 juillet 2017.

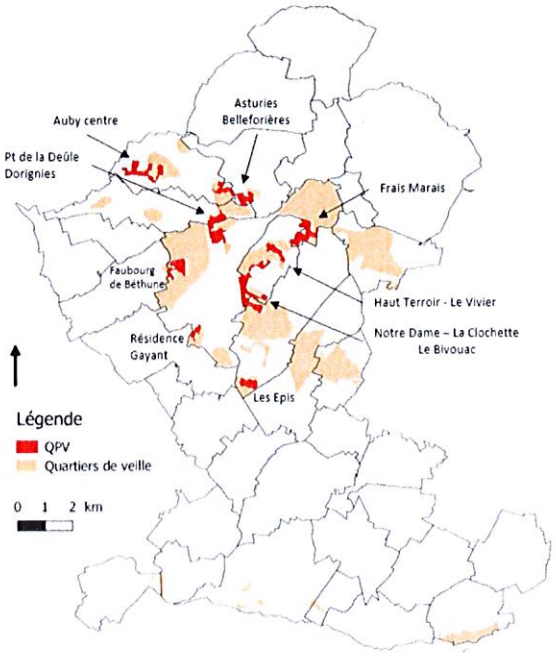
Il reprend les principales caractéristiques du dossier ainsi examiné :

L'adhésion de la Communauté d'Agglomération du Douaisis (CAD) au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) s'inscrit dans la continuité des actions déjà menées dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine (PNRU) sur le quartier des Epis à Sin le Noble et dans le cadre de la loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine qui a défini les modalités d'intervention de la politique de la ville pour la période 2015-2020. Sa mise en œuvre repose sur un contrat de ville conclu à l'échelle intercommunale et qui constitue le cadre d'action de la politique de la ville sur le territoire.

Le contexte d'intervention de la CAD est le suivant :

- Une perte de 9 000 habitants depuis 1975 (-0,18 % par an entre 2008 et 2013)
- Un desserrement des ménages régulier pouvant encore se poursuivre (2,4 personnes par ménage en 2013)
- À Sin-le-Noble, perte de population à partir de 1975, de 3 000 habitants, au moment de la livraison des Épis – Moins 0,9 % par an entre 2008 et 2013 – Moins 20 % aux Épis entre 1999 et 2010
- Une faible concentration d'emplois (seulement 1 emplois pour 100 actifs) en comparaison des autres pôles métropolitains du département
- De forts échanges avec les territoires voisins (près de 30 % des actifs occupés travaillent sur la métropole lilloise et 15 % sur le Valenciennois).

Six communes sont inscrites en géographie prioritaire avec au total neuf Quartiers Politique de la Ville comptabilisant près de 12 % de la population de la CAD et près de 30 % du parc social de la CAD. Ils sont caractérisés par un fort décrochage en matière de revenus des ménages (2 à 3 fois plus faible / CAD), des difficultés économiques couplées à des difficultés sociales (familles monoparentales, familles nombreuses…).
De plus, quinze communes avec des périmètres en veille présentent également des fragilités, dont notamment des communes minières (Taux de LLS > 35 %).



BL

Les actions engagées et en cours dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine (PNRU) des Epis (signature de la convention pluri-annuelle ANRU des quartiers des Epis et de la Monté le 12 juillet 2010) ont visé à :

- Désenclaver le quartier des Epis en le reliant via l'écoquartier du Raquet à l'agglomération
- Créer une nouvelle centralité (renforcer l'offre d'équipement : transfert du groupe scolaire et du centre social, ...)
- Clarifier la structure interne du quartier en hiérarchisant et restructurant la trame viaire, en redonnant des espaces de qualité et clarifiant les limites espaces publics/espaces privés
- Renforcer l'attractivité des Epis (rénover l'habitat et développer une offre plus adaptée, requalifier le parc existant et l'adapter aux mutations actuelles, développer une nouvelle offre marquant le passage d'une forme urbaine type grands ensembles à des îlots de taille réduite d'une hauteur maximum R+4)
- Animer un projet social en adéquation avec le projet urbain

Cependant, certains secteurs n'ont pas ou peu bénéficié de l'accompagnement de l'ANRU. Malgré les efforts consentis par les signataires du programme, la rénovation urbaine n'a pas permis de résorber l'ensemble les difficultés sociales et économiques que rencontre le quartier. C'est pourquoi, le quartier des Epis a été sélectionné le 14 décembre 2014 parmi les quartiers prioritaires d'enjeu national pour la nouvelle Politique de la Ville. Un nouveau périmètre de quartier a été défini et bénéficie du NPNRU.
En amont de ce nouveau projet, les objectifs du Contrat de Ville pour le pilier Cadre de Vie et Renouvellement Urbain ont été définis comme suit :

- Favoriser le renouvellement urbain pour une meilleure attractivité des quartiers
- Intensifier la réhabilitation du parc de logements
- Définir une stratégie de peuplement concertée tout en veillant aux équilibres territoriaux
- Favoriser les lieux de vie dans les quartiers comme des supports de proximité du projet de développement social

BL

LES DÉFINITIONS

- **Le « porteur de projet »** est le responsable de la stratégie d'intervention globale à l'échelle du contrat de ville et de sa déclinaison dans chaque projet de renouvellement urbain.

- **Le « projet de renouvellement urbain », ou « projet »,** représente, à l'échelle de la convention pluriannuelle, l'ensemble des actions qui concourent à la transformation en profondeur du quartier, à son inscription dans les objectifs de développement durable de l'agglomération, et à l'accompagnement du changement.

- **Le « programme de travail » ou « programme »** est constitué de l'ensemble des opérations d'ingénierie, et le cas échéant d'investissement, du protocole de préfiguration approuvées par le comité d'engagement ou le directeur général de l'Anru, ou par délégation par le délégué territorial de l'Anru, qu'elles soient financées ou non par l'Anru.

- **L'« opération »**, action physique ou prestation intellectuelle, est identifiée au sein du programme par un maître d'ouvrage unique, une nature donnée, un objet précis, et un calendrier réaliste de réalisation qui précise le lancement opérationnel, la durée, et son éventuel phasage.

- Dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), **les « concours financiers » de l'Anru**, programmés au sein d'un protocole de préfiguration des projets, sont octroyés sous la forme de subventions attribuées et distribuées par l'Anru, et le cas échéant sous la forme de prêts bonifiés autorisés par l'Anru et distribués par Action Logement, conformément aux modalités prévues dans les règlements de l'Anru relatifs au NPNRU et dans la convention tripartite État - Anru - UESL Action Logement portant sur le NPNRU.

- Le « **projet d'innovation** » (lauréat de l'AMI VDS du 16 avril 2015 ou du volet « Innover dans les quartiers » de l'AMI ANRU+ du 14 mars 2017) désigne la composante innovation du projet de renouvellement urbain faisant l'objet de financements au titre du PIA VDS. Le projet d'innovation comporte deux phases successives : la phase de maturation et la phase de mise en œuvre.

BL

Article 1. Quartiers d'intervention

Le protocole de préfiguration liste les quartiers ayant vocation à bénéficier d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain avec l'Anru, sur le territoire de l'EPCI (ou de la commune, en l'absence d'EPCI) :

- le quartier d'intérêt national, identifié dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain : Les Epis – QP59009 – Commune de Sin-le-Noble – Département du Nord (59) ;

- le quartier d'intérêt régional: Flers en Escrebieux Pont de La deûle-Dorignies – QP59005 – Communes de Douai et Flers-en-Escrebieux – Département du Nord (59) ;

- le porteur de projet porte une intervention de renouvellement urbain sur le quartier prioritaire suivant, qui ne fera pas l'objet d'un soutien financier de l'Anru dans le cadre du NPNRU : Faubourg de Béthune – QP59008 – Commune de Douai – Département du Nord (59)

Article 2. Objectifs poursuivis dans les quartiers visés au présent protocole de préfiguration

Article 2.1. Orientations stratégiques du contrat de ville

La stratégie intercommunale de rénovation urbaine découle des orientations stratégiques du contrat de ville, s'articule avec les orientations de la politique d'agglomération et vise à :

- Favoriser le renouvellement urbain pour une meilleure attractivité des quartiers
  - Améliorer la qualité de l'habitat et diversifier l'offre de logements
  - Amoindrir les effets d'enclavement
  - Développer l'emploi et améliorer la vie quotidienne
- Intensifier la réhabilitation du parc de logements
- Définir une stratégie de peuplement concertée tout en veillant aux équilibres territoriaux
- Favoriser les lieux de vie dans les quartiers comme des supports de proximité du projet de développement social

Par ailleurs, le renouvellement urbain s'articulera avec plusieurs autres politiques d'agglomération parmi lesquelles, en premier lieu, le Schéma de Cohérence Territoriale (Scot) du Grand Douaisis et le Programme Local pour l'Habitat (PLH).

La Communauté d'Agglomération du Douaisis a impulsé une action publique volontariste pour retrouver une vitalité économique, avec de premières retombées positives en matière d'implantation d'entreprises se traduisant par une hausse des recettes fiscales.

Le Scot (approuvé en 2007, mis en révision depuis 2015) prévoit l'accueil d'une population en hausse de 11 %, la création de 16 000 emplois, la construction de 21 000 logements. Cette construction est prévue en assurant la diversité des produits de logements, en cohérence avec les transports en communs et en économisant les consommations de terrain via la construction en priorité dans les pôles urbains (40 % des constructions nouvelles doivent être intégrées au tissu existant, encadrement du nombre d'hectares ouverts à l'urbanisation par commune). Un compte foncier a été mis en place pour limiter l'ouverture à une urbanisation trop importante, prévoyant 700 ha ouvrables à l'urbanisation. Lors du bilan évaluatif du Scot, il a été constaté un retrait de plusieurs communes par rapport à leur volonté initiale d'urbanisation.

En outre, pour l'ensemble des espaces ouverts à l'urbanisation, une densité minimale à l'échelle communale est fixée.
La localisation des nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation est également encadrée. Celles-ci ne peuvent pas se situer en urbanisation linéaire. Elles doivent être en contact avec le tissu urbain existant. Enfin, les hameaux (moins de 10 logements) ne doivent pas être confortés et ne doivent plus recevoir

BL

de nouvelles constructions. Le principe général est celui de la ville compacte, recentrée sur son cœur de ville ou de bourg.

Le PLH 2016-2021, conforme au Scot, a évalué le besoin à 4 000 logements d'ici 2021 pour répondre à la poursuite du desserrement des ménages, à l'accueil de nouveaux arrivants, et au renouvellement du parc ancien.

Il prévoit un développement équilibré du territoire selon les principes suivants :

- les aménités urbaines de ces pôles (services, commerces, équipements, transports en communs) participent à l'attractivité générale du Douaisis,
- qu'un frein doit être mis à la dynamique de dépolarisation du territoire avec le déclin démographique de la ville-centre de Douai (qui recule légèrement de 27.8 % à 27.6 % dans le poids démographique de la CAD entre 1999 et 2011) ;
- que le desserrement des ménages qui correspond pour la CAD aux ¾ du besoin en logements est associé :
  - au développement de petits ménages, notamment jeunes mais aussi et surtout âgés recherchant une proximité avec les aménités de centre-ville ou centre bourg,
  - et donc de petits logements (Type 2 et 3), compatibles avec la compacité des formes urbaines attendues dans les opérations de reconstruction de la ville sur elle-même.

La politique foncière reposant sur la mobilisation conjointe de la CAD, des communes et de l'EPF Nord – Pas de Calais a été identifiée comme un des axes prioritaires dans le cadre du futur PLH.

Enfin, la Convention Intercommunale d'Attributions (CIA) de la Communauté d'Agglomération du Douaisis, approuvée par le Conseil Communautaire du 30 mars 2018, définit les objectifs d'attribution ci-dessous :

- Les objectifs d'attribution en QPV :

Dans les quartiers en politique de la ville, la loi prévoit que soit fixé un objectif d'attributions (propositions d'attribution ou attributions suivies de baux signés) aux ménages dont les revenus sont supérieurs à ceux du 1er quartile (soit 566€ /mois /UC) en quartier prioritaire de la politique de la ville.
La Communauté d'Agglomération du Douaisis s'engage à faire progresser le taux actuel et s'efforcera de tendre vers les 75 % d'ici l'échéance de la CIA. Un travail devra être engagé par les partenaires pour accroitre les propositions de logements à des demandeurs des quartiles 3 et 4 dans les QPV et limiter de manière significative les attributions à des ménages du premier quartile dans les secteurs des QPV où les revenus sont les plus décrochés.

- Les objectifs d'attributions hors QPV :

Conformément à l'article L.441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, la Communauté d'Agglomération du Douaisis s'engage à consacrer au moins 25% des attributions annuelles, suivies de baux signés, de logements situés en dehors des quartiers prioritaires de la politique de la ville :

- à des demandeurs dont le niveau de ressources par unité de consommation est inférieur à un montant constaté annuellement par arrêté du représentant de l'Etat dans le département. Ce montant correspond au niveau de ressources du quart des demandeurs les plus pauvres (aussi appelés ménages du 1er quartile dans le présent document). Pour l'Agglomération, il correspond à 566 € par unité de consommation par mois.
- ou à des personnes relogées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain.

Une vigilance est portée sur les résidences qualifiées de fragiles bien qu'hors QPV, et notamment celles en quartiers de veille. Une vigilance est également accordée sur les besoins en accompagnement social de ces ménages, localisés en dehors des Quartiers en Politique de la Ville.
Ce taux sera révisé tous les trois ans en fonction de l'évolution de la situation locale et de l'évolution des outils statistiques permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs.

Article 2.2. Premiers objectifs en matière de renouvellement urbain

Quartier d'intérêt national : Les Epis à Sin-le-Noble :

Situé en entrée sud-est d'agglomération urbaine, aménagé à l'origine dans le cadre d'une procédure de ZAC, le quartier des Épis a été conçu sous la forme d'arcs de cercles concentriques. Il présente par ailleurs toutes les caractéristiques d'un quartier mixte. Le point central de l'aménagement est constitué par un centre commercial, mais celui-ci tourne le dos au quartier puisqu'il est ouvert vers son parking et

BL

les voies de circulation en permettant l'accès. Le premier cercle, qui constitue le vrai cœur du quartier, présente une offre de logements diversifiés organisée autour de 3 tours d'habitat privé, des résidences de logements locatifs sociaux et logements privés. Cette partie centrale comptait également de nombreux équipements. Il en reste encore quelques-uns aujourd'hui : salle des sports, centre social, bibliothèque et bureau de poste. Enfin, en bordure extérieure du quartier se situe une offre individuelle qui s'organise en petites unités de « squares ». Ces logements individuels sont essentiellement occupés par des propriétaires et sont majoritairement en bande avec toutefois deux squares de logements de type pavillonnaire à l'est du quartier.
Sa localisation qui jouxte une des principales zones d'activités de l'agglomération propose également une mixité fonctionnelle juxtaposée : centre commercial Auchan et zones d'activités commerciales, centre hospitalier de l'arrondissement, nombreuses entreprises et l'écoquartier du Raquet qui s'est fortement développé depuis les premiers aménagements en 2012. Les écoles (jusqu'à 5 en 2009 puis 3 en 2014 au moment de leur fermeture) qui se situaient historiquement en cœur du quartier des Epis ont été relocalisées au sein d'un unique groupe scolaire construit à la limite entre les quartiers des Epis et du Raquet.





La délimitation du quartier prioritaire retient uniquement le coeur des Épis constitué de logements collectifs (l'ancienne ZUS englobait l'ensemble du quartier, soit 3 000 habitants, 50 % de plus que le QPV actuel).

Le quartier comporte 699 logements d'habitat locatif social, répartis comme suit :

- 160 appartenant à Partenord dont 140 en collectif. Les Salamandres ont en effet été réduites à 140 appartements après la démolition de 4 de ses anciennes entrées (soit 86 logements) dans le cadre du premier PRU. Les 140 logements et l'entièreté du bâtiment ont fait l'objet d'une réhabilitation complète et d'une résidentialisation qui contribuent aujourd'hui à changer positivement l'image de cette résidence. 20 logements locatifs individuels ont été construits qui ont permis pour la première fois de proposer une offre en individuel dans le parc locatif social dans ce quartier.
- 453 appartenant à Norévie composés de l'ensemble des Couronnes (433 logements sur 13 entrées et 5 bâtiments) avec une petite résidentialisation dans le PRU et la résidence Jean Monnet (16 logements, ex bâtiment P des Alexia IV).

En habitat privé :

- Le bâtiment O, 20 logements, a fait l'objet d'un rachat de lots de copropriétés par Norévie à l'amiable, sauf ceux appartenant à la SCI La Grand Pré. Celle-ci conteste le bien-fondé d'un rachat complet par Norevie pour porter une opération, arguant du fait qu'elle-même est en capacité technique et financière de proposer une réhabilitation pour constituer de l'habitat privé. La situation n'a pas trouvé d'issue alors qu'en raison du plan de sauvegarde qui date de 1996, la SCI n'a plus accès à ses lots de copropriétés. Cette opération ne pouvait aboutir dans les délais de clôture du PRU et en a été retirée.

BL

- Les anciens bâtiments M et N de la copropriété Alexia IV, qui faisaient partie du plan de sauvegarde de cette copropriété) ont été entièrement réhabilités puis commercialisés pour être aujourd'hui occupés par une mixité de propriétés occupants et de locataires. Ils comptent une vingtaine de logements chacun.
- Les tours Alexia I, II et III, 258 logements en R+9 à R+18, présentent de nombreux symptômes de dégradation (86 % de propriétaires bailleurs dont plus de la moitié sont multi propriétaires, une augmentation des impayés, une tour en R+18 est traitée en Immeuble de Grande Hauteur et pourrait présenter des déficiences en sécurité incendie).

La stratégie territoriale reste à préciser dans ses dimensions urbaines et sociales, l'étude urbaine et sociale prévue au programme de travail visera à la définir finement. A ce jour, les enjeux suivants sont identifiés :

- Pour améliorer l'habitat : réhabiliter la résidence des Couronnes (Norévie) pour des publics spécifiques et/ou étudier une démolition (partielle ou totale en fonction des temporalités de projet) et repenser l'offre de stationnement, traiter le patrimoine privé (démolition du bâtiment O dans un projet d'aménagement comprenant le parking du bâtiment S de Norévie, intervenir sur les tours Alexia I, II et III avec un phénomène de paupérisation déjà identifié).
- Pour amoindrir les effets d'enclavement :
    - En articulation avec les aménagements réalisés dans le cadre de la première convention de rénovation urbaine, contrôler les impacts de la nouvelle hiérarchie viaire, intégrer le tracé du futur Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), mesurer les impacts du développement du Raquet,
    - Finaliser les aménagements publics (autour des Salamandres, parking bâtiment S, les espaces extérieurs dont la place Duclos (dalle au-dessus du parking souterrain des copropriétés des Alexias), hiérarchisation des voies)
- Pour développer l'emploi et améliorer la vie quotidienne :
    - La réouverture du bureau de Poste s'est faite après 2 ans de fermeture. Sa présence doit être confortée en lien avec les autres aménagements et constructions à réaliser dans le quartier. La destination du local attenant au bureau de Poste mérite également une réflexion.
    - Reconfigurer la salle de sports Jean-Jacques Rousseau,
    - Diversifier l'habitat.

La vocation à 15 ans pour le quartier des Epis : un quartier résidentiel de qualité, avec services et équipements, bien relié au reste de l'agglomération

<u>Quartier d'intérêt régional – Dorignies et Pont de la Deûle à Douai et Flers-en-Escrebieux</u> :

Ce quartier bénéficie d'une localisation stratégique au carrefour de plusieurs communes, point d'entrée de la CAD avec l'entrée/sortie de l'autoroute A21. Le parc de logements du quartier est constitué de 123 logements appartenant à Norévie, 495 logements à Maisons & Cités (dont 83 dans le périmètre du QPV), 8 logements à SIA et 65 logements à Habitat 62/59. Le patrimoine bâti accuse d'un état dégradé : 4 arrêtés d'insalubrité et de péril, des logements constituants des « passoires énergétiques», une vacance identifiée à l'étage des commerces, des îlots dégradés à requalifier dans leur globalité. Toutefois, le quartier bénéficie d'une mixité fonctionnelle avec des activités commerciales, un marché hebdomadaire, des services et de l'artisanat, des activités de soin mais cette mixité pâtit d'une faible qualité urbaine et d'un manque de lisibilité.

BL



La stratégie territoriale reste à préciser dans ses dimensions urbaines et sociales. L'étude urbaine et sociale réalisée dans le cadre du protocole de préfiguration (cf. programme de travail) visera à la définir finement. A ce jour, les enjeux suivants sont identifiés sur le quartier de Pont-de-la-Deûle/Dorignies :

- Aménagement du territoire :
  - Donner un signal urbain fort et cohérent en entrée de quartier qui constitue une des entrées de la CAD,
  - Mettre en valeur l'histoire des cités minières (visites, panneaux sur site, parcours touristiques et panneaux d'information...), de la batellerie (à Dorignies) et l'identité des quartiers,
- Orientations sur les activités et équipements :
  - Implanter un/des services et/ou équipements à rayonnement inter-communal sur Pont-de-la Deûle/Dorignies (ex : projet de ressourcerie porté par le Symevad),
  - Renforcer la mixité sociale et fonctionnelle à Pont de la Deûle et Dorignies en articulation également avec Asturies/Belleforière,
  - Renforcer l'offre commerciale de Pont-de-la-Deûle (Rue Roger Salengro et Marceau Martin),
  - Requalifier les sites mutables avec notamment la reconfiguration des archives de radio minières (nord de l'autoroute), friche Sadchar, friches et délaissés à proximité de la voie ferré...
  - Redistribuer l'offre de stationnement et réaménager le parvis de la halte SNCF et de la salle des fêtes pour un ensemble plus cohérent,
- Orientations portant sur l'amélioration de l'habitat :
  - Améliorer la qualité résidentielle, valoriser le patrimoine bâti
  - Travailler sur le peuplement et le devenir de deux secteurs d'intervention identifiés comme prioritaire sur le parc social : la tour Château Delattre (Norévie) et la Cité des Corons Verts (Maisons et Cités),
  - Réaliser une opération d'habitat exemplaire sur Dorignies
  - Créer une charte de qualité architecturale et patrimoniale pour les rénovations de maisons minières et les constructions neuves pour intégration au patrimoine minier et informer sur les aides existantes pour l'amélioration du bâti,
  - Restructurer les coeurs d'îlots,

BL

- Orientations portant sur la mobilité/désenclavement :
    - Faciliter les liaisons piétonnes entre quartiers (conforter plusieurs liaisons douces existantes),
    - Sécuriser la gare et l'accès aux voies, aménager un passage à niveau,
    - Améliorer les voies de desserte internes au quartier (renforcer les perméabilités tous modes confondus au niveau de la voie ferrée).

La vocation à 15 ans pour le quartier de Dorignies et Pont de la Deûle : un quartier mixte constituant une polarité commerciale/de service secondaire à l'échelle de plusieurs communes.

Article 2.3 Orientations stratégiques du projet d'innovation

Sans objet

Article 3. Points d'attention et demandes d'approfondissement souhaitées par l'Anru dans le cadre du protocole de préfiguration

Remarques générales

Les stratégies de renouvellement urbain développées sur chaque quartier prioritaire s'adossent sur le retour de la dynamique économique qu'avait connu le Douaisis.
Les travaux en cours sur la convention intercommunale d'attribution doivent aboutir à définir un objectif précis et opérationnel de rééquilibrage du parc de logements locatifs sociaux, les interventions sur le renouvellement urbain y participeront, notamment par la déconcentration du logement locatif social sur les quartiers prioritaires et sa reconstitution sur toute l'agglomération.

Il faut privilégier un retour de l'habitat privé en cœur urbain et tout particulièrement dans les quartiers prioritaires dans la continuité de l'investissement public élevé qui a été mobilisé et qui pourrait être poursuivi sur ces sites pour leur redonner une attractivité résidentielle.

Cela se traduira par la définition des moyens à mettre en œuvre dans le PLH pour que le desserrement des ménages s'effectue au profit de la zone urbanisée de l'agglomération, notamment sur le Raquet.
En outre, le SCOT en révision devra diminuer les fonciers ouverts à l'urbanisation en périphérie de l'agglomération.

Remarques sur la vocation et la principaux enjeux pour le quartier des Epis à Sin le Noble

Les partenaires soulignent l'enjeu essentiel d'une production d'un habitat privé dans une forme urbaine pérenne et attractive par rapport aux produits concurrents proposés hors de l'agglomération.
Une étude sur l'habitat privé a été produite dans le cadre du PRU1 en amont du lancement des programmes PSLA de Partenord Habitat. Cette étude fera l'objet d'une actualisation par les services interne de la CAD.

Concernant les différents produits en accession qui pourraient être proposés, ils alertent le porteur de projet sur le pilotage serré à mettre en place auprès des opérateurs de ces produits, tout particulièrement en ce qui concerne la location-accession, pour que le démarrage de travaux ne soit décidé qu'au vu d'une commercialisation suffisante du produit, validant son attractivité. L'éventuelle transformation en PLS ne doit être envisagée qu'en dernier recours, après utilisation complète des 18 mois de délais permis par les souplesses règlementaires au-delà de la livraison du bien.

La prestation prévue pour mener le diagnostic du bâtiment O et l'étude pré-opérationnelle des Alexias 1,2 et 3 sera divisée en lots distincts et complétée :

- Par un volet juridique dont le montant sera suffisant pour recruter un prestataire de très haut niveau compte tenu de la situation de blocage du bâtiment O. Cette prestation juridique pourra élaborer une ou plusieurs solutions sur le bâtiment O et en assurer le suivi de la mise en œuvre, y compris via un mandat de négociation avec les parties concernées.

BL

- Par un bilan du fonctionnement technique et social des immeubles M et N de l'Alexia IV qui ont été réhabilités lors du PRU précédent.

Cette remarque est intégrée au programme de travail, le bilan de fonctionnement technique et social sera réalisé en interne par la CAD.

Les partenaires attirent l'attention du porteur de projet sur la nécessaire complémentarité à trouver entre l'offre solide et large de l'hypermarché Auchan avec sa galerie commerciale et la nouvelle offre commerciale pour créer une centralité de proximité, dont les conditions de faisabilité devront avoir été approfondies.

A ce jour la constitution d'une offre commerciale complémentaire sur le quartier des Epis n'est pas une des premières orientations définies pour ce quartier. Plutôt qu'une offre commerciale complémentaire, il peut plutôt s'agir de développer des locaux d'activité dans le quartier. En effet, concernant l'offre commerciale, une étude réalisée par l'EPARECA avant le démarrage du 1er programme de rénovation urbaine avait conclu au peu de pertinence d'une telle démarche au regard de la présence du centre commercial existant dans le quartier. Néanmoins ce point d'attention sera intégré au cahier des charges de l'étude urbaine et sociale portant sur les Epis.

En ce qui concerne la finalisation de la trame viaire du quartier des Épis, du plan de circulation et des projets de transport en commun, les partenaires attendent, pour le projet de convention pluriannuelle, des accords et engagements définitifs, financés et assortis d'un calendrier de mise en œuvre.

Le protocole de préfiguration précisera le calendrier de mise en place de la direction de projet et le fonctionnement des conseils citoyens.

Pour la convention pluriannuelle, le dossier de présentation sera complété par les éléments envisagés pour la conclusion d'un pacte fiscal et financier.

Un travail est actuellement mené par la CAD pour la conclusion d'un pacte fiscal et financier qui devrait intervenir d'ici la signature de la convention pluriannuelle.

Article 4. Programme de travail à réaliser au titre du protocole de préfiguration

Etudes quartiers des Epis, Pont-de-la-Deûle et Dorignies

- **Etude urbaine et sociale pour les Epis et pour Pont de la Deûle / Dorignies (CAD)**

Cette mission d'étude urbaine et sociale globale comprendra les composantes de missions suivantes :

- Diagnostic urbain et social
- Approfondissement de l'étude du fonctionnement social (item spécifique pour le quartier des Epis)
- Etude équipements publics
- Orientations stratégiques
- Schéma directeur
- Projet Urbain avec la programmation par famille d'opération
- Fiches opérations avec pré-chiffrage et proposition de planning
- Identification des fonciers pour diversification (en lien avec l'étude EPF sur le gisement de foncier CAD hors protocole)

- **AMO de concertation et mise en œuvre des outils de concertation (CAD)**

L'AMO aura pour objectif de définir une méthodologie de concertation (l'implication des partenaires, la définition d'une stratégie, les modalités de pilotage : organisation collective pour l'élaboration, la validation, la conduite de la démarche, l'évaluation, les moyens (humains, financiers, matériels, mise en place d'outils)) et de mettre en oeuvre des actions de concertation dans le temps du protocole.

Le conseil citoyen est identifié par l'Anru comme l'interlocuteur privilégié dans le cadre de la concertation autour du renouvellement urbain. Dans le quartier des Epis, le conseil citoyen et le conseil de quartier ont été fusionnés fin 2016. Le conseil citoyen intercommunal qui devrait intervenir sur le périmètre de Dorignies et Pont de la Deûle n'est pas constitué à ce jour. Il est toutefois à noter qu'il existe depuis fin 2014 un conseil de quartier à Dorignies.

La méthodologie de concertation qui sera mise en place dans le cadre du Renouvellement Urbain devra venir s'articuler aux dispositifs et méthodes de démocraties participatives développées dans les 3 villes impactées et leurs quartiers.

BL

- **AMO suivi des études et accompagnement pour la formalisation de la convention ANRU et fiabilisation opérationnelle et financière (CAD)**

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage aura pour objet de :

- Appuyer la préparation et co-animer les comités techniques et pilotages (créer et mettre à jour des outils de suivi),
- Elaborer les outils et documents nécessaires au conventionnement avec l'ANRU (Elaborer le planning opérationnel et financier du NPNRU notamment),
- Apporter son assistance au porteur de projet dans le pilotage du protocole de préfiguration jusqu'au conventionnement,
- Formaliser le dossier de convention NPNRU.

Un autre volet de la mission sera consacré à vérifier que le caractère opérationnel du projet et le réalisme de son calendrier de réalisation soient pleinement fiabilisés en amont de la signature de la convention. Il visera plus précisément à établir l'ordonnancement détaillé des études, procédures et travaux des opérations prévues au NPNRU (l'articulation avec l'étude urbaine et sociale sera donc très importante), vérifier la soutenabilité financière du projet en mettant au point une projection des dépenses et des recettes dans le temps pour chaque signataire de la convention et élaborer le plan de financement des opérations en vue de la contractualisation avec l'ANRU.

Les composantes de ce volet de la mission sont :

- Mise au point du plan de financement des opérations en vue de la contractualisation avec l'ANRU,
- Soutenabilité financière : projection des dépenses et des recettes dans le temps pour chaque maitre d'ouvrage et/ou signataire de la convention.

- **Un(e) Directeur(rice) de projet NPNRU**

Un unique directeur de projet NPNRU interviendra pour les deux quartiers.

Ses missions seront les suivantes:

- Conduire la définition du projet urbain :
  - Etablir les marchés des études du protocole,
  - Coordonner et suivre les études,
  - Piloter les prestataires,
  - Identifier et réunir les expertises nécessaires au projet,
  - Animer le collectif d'acteurs.
- Articuler le projet aux dispositifs existants et à développer (développement social, économique, gestion urbaine, co-construction avec les habitants…)
  - Animer et cadrer la démarche d'insertion par l'activité économique,
  - Définir et piloter la stratégie de gestion urbaine de proximité et de co-construction avec les habitants
  - Construire avec les gestionnaires des autres politiques publiques sur le territoire,
  - Articuler le projet du NPNRU au projet de territoire,
  - Articuler le projet du NPNRU aux dispositifs de développement social, économique, environnemental et aux structures d'exploitation ou de gestion pérennes.
- Animer le dispositif de pilotage opérationnel et stratégique
  - Organiser et animer les instances de pilotage,
  - Fédérer les acteurs autour du projet urbain et construire les partenariats nécessaires au projet (notamment financeurs),
  - Intégrer la gestion administrative, financière (notamment via l'utilisation de la plateforme agora) et juridique du NPNRU dans la gestion de la collectivité,
  - Aider l'exécutif porteur du projet à prendre des décisions et à agir en matière de communication et de concertation,
  - Concrétiser la volonté politique et donner aux décideurs de la visibilité sur l'avancement du projet,
  - Accorder les décideurs, faire décider, tisser de la cohérence.

Le directeur de projet répartira son temps de travail à part égale entre les deux quartiers.

<u>Etudes quartier des Epis</u>

- **Diagnostic et étude pré-opérationnelle parc privé bâtiments O et S et Alexia I, II et III (maîtrise d'ouvrage : CAD)**

BL

Le traitement des Alexia I, II et III apparait comme un enjeu clé pour pérenniser les investissements du PRU1. L'étude visera à obtenir une connaissance plus fine du parc et de son peuplement et à proposer des scénarii d'intervention. Elle sera divisée en trois lots : diagnostic, étude pré-opérationnelle et volet juridique :

- Lot 1 : Le diagnostic
  - Diagnostic technique permettant de réaliser un état des lieux précis des Alexia I, II et III et les besoins en travaux sur les parties communes et parties privatives. Une attention particulière devra être portée sur Alexia I sur les normes de sécurité spécifiques aux Immeubles de Grande Hauteur (IGH)
  - Diagnostic immobilier : position sur le marché rythme des ventes, montant des transactions, loyers, vacance? positionnement des prix des logements (quel suivi des DIA par la commune?) et des loyers (collectés jusqu'ici à plusieurs sources indirectes) au regard du marché «normal» du Douaisis. Quelle rentabilité locative en fonction de ces montants ?
  - Gouvernance des copropriétés : syndic, conseil syndical, fonctionnement de l'assemblée générale (tenue des assemblées générales, représentation des copropriétaires en assemblées générales, dernières résolutions prises), implication du conseil syndical et des copropriétaires :
  - Analyses financières des copropriétés ; analyse de la gestion et des documents comptables et financiers de la copropriété (gestion, coût des charges, analyse des contrats, montant des impayés, procédures de recouvrement engagées)
  - Diagnostic foncier : distinction espaces publics/privés, clarté des usages et entretien, Quelles limites parcellaires et de domanialité?
  - Sécurité publique : quid des faits incivilités et/ou délits. Quel usage des caves et des parkings souterrains? Condamnation de ces espaces?
  - Occupation des immeubles à travers une enquête sociale : connaissance des propriétaires (Propriétaires occupants, propriétaires bailleurs, locataires ; profils socio-économiques ; compositions familiales ; stratégie patrimoniale)
  - Diagnostic du parking et de la dalle : organisation juridique (ASL ? Copropriété ?), analyse de la gestion, état technique
  - Facteurs extérieurs impactant les copropriétés (environnement, le marché immobilier, contexte urbain).
  - Diagnostic juridique et technique du bâtiment S (ancien parking souterrain de l'Alexia IV)

Le diagnostic sera réalisé copropriété par copropriété.

- Lot 2 : Etude pré-opérationnelle :
  - Scénarii d'intervention pour chaque copropriété à définir en fonction de trois critères (ampleur des difficultés et coût nécessaire à leur résorption, capacité des copropriétaires en place à s'investir dans un projet et moyens juridiques, opérationnels et financiers mobilisables par les pouvoirs publics) : à différentes temporalités, périmètre d'intervention, type d'intervention (démolition? réhabilitation ? etc...),
  - Les moyens opérationnels,
  - Une estimation des besoins en portage ciblé provisoire de logements
  - Les pré-chiffrages et dispositifs financiers mobilisables,
  - Les interventions techniques sur la place Duclos (dalle en surplomb du parking souterrain des Alexia I, II et III),
  - Devenir du bâtiment S

- Lot 3 : Assistance juridique :
  - Cette prestation juridique pourra élaborer une ou plusieurs solutions sur les bâtiments O et S et en assurer le suivi de la mise en œuvre, y compris via un mandat de négociation avec les parties concernées.
  - Cette prestation juridique pourra également porter sur le montage d'un dossier de Déclaration d'Utilité Publique, sur le statut des copropriétés et ou sur la négociation de lots actuellement détenus par des personnes privées.
- Bilan du fonctionnement technique et social des résidences Maurice Schuman et Konrad Adenauer (ex bâtiments M et N d'Alexia IV) (en interne CAD)

BL

- Cette étude, réalisée en interne par la CAD, vise à identifier le fonctionnement technique et social des résidences Maurice Schuman et Konrad Adenauer qui ont été réhabilitées lors du PRU1 dans un objectif de diversification de l'habitat.

- **Actualisation étude habitat privé (en interne CAD)**

Cette étude vise à actualiser les données et l'analyse sur le parc privé qui avaient été réalisées lors de l'avenant de clôture du PRU 1 des Epis dans le cadre de « l'étude de marché flash – accession Epis »

Etudes quartiers Pont-de-la-Deûle et Dorignies

- **Diagnostic commercial et de développement économique des quartiers et programmation des commerces et activités tertiaires et artisanales (maitrise d'ouvrage : CAD)**

Cette étude vise à étudier le potentiel de développement économique dont dispose l'Escarpelle (quartier Pont-de-la-Deûle et Doriginies). Les attendus de cette mission sont les suivants :

- Diagnostic de l'offre existante sur site, du déficit éventuel au sein de cette offre et des freins à l'implantation ou au maintien des activités ;
- Identification du potentiel de développement économique sur site, notamment le potentiel de développement de l'économie sociale et solidaire et/ou le développement de filières pouvant favoriser le développement et l'attractivité du territoire ;
- Définition d'une stratégie de diversification fonctionnelle cohérente avec la vocation de chacun des quartiers et du potentiel réel de développement économique ; notamment pour le quartier Pont-de-la-Deûle/Dorignies : stratégie de restructuration commerciale et/ou d'implantation d'une locomotive économique et/ou de réinvestissement des pieds d'immeubles.
- Programmation économique sur Pont-de-la-Deûle/Dorignies selon le potentiel identifié précédemment et la stratégie choisie : commerces, services, activités économiques.
- La question de l'employabilité des actifs du secteur devra être interrogée en lien avec la stratégie économique développée pour le quartier mais aussi plus globalement sur le territoire intercommunal voire au-delà, en lien notamment avec la question de la mobilité ou de la formation.

L'ensemble du programme de travail sera mené en lien étroit avec les partenaires du projet, la délégation territoriale de l'Anru et celle de l'Anah en tant que de besoin. A la demande de l'Anru et des autres financeurs, les maîtres d'ouvrage s'engagent à communiquer les documents produits aux différentes phases de leur élaboration.
Les différentes étapes à franchir pour aboutir à la convention pluriannuelle de renouvellement urbain sont listées dans un calendrier (cf. annexe 8), présentant les principaux points de rendez-vous et échéances (enchaînement des études, points de décision, consultation des co-financeurs).
La CAD apportera une vigilance particulière sur le calendrier mis en œuvre par chacun, pour les études à réaliser et les arbitrages à prendre, afin d'assurer la coordination générale de ces études. Il relèvera notamment de la mission de l'AMO en charge du suivi des études et de l'accompagnement à la formalisation de la convention de pointer les risques en la matière dans le calendrier général.

Article 5. Opération(s) non financée(s) par l'Anru faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage

Conformément à l'article 1.2.2 du titre II du RGA NPNRU, certaines opérations peuvent faire l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage, accordée par le directeur général ou le comité d'engagement de l'Anru (ou, par délégation, par le délégué territorial de l'Anru conformément aux conditions indiquées dans la note d'instruction du 31 juillet 2015). Cette autorisation ne préjuge pas d'un financement ultérieur par l'Agence, dans le cadre de la future convention pluriannuelle de renouvellement urbain, des opérations concernées.
Le cas échéant, si l'opération bénéficiait ultérieurement d'un financement de l'Agence, la date de prise en compte des dépenses pourra être la date d'autorisation anticipée de démarrage de l'opération actée dans le présent protocole de préfiguration.

Dans le cadre du protocole de préfiguration, deux types d'autorisations anticipées de démarrage sont accordés selon le niveau d'avancement de l'opération d'investissement. Elles sont indiquées ci-après dans les articles 5.1 et 5.2.

BL

Par ailleurs, des opérations ou actions potentiellement financées dans le cadre du PIA VDS Anru + peuvent bénéficier d'autorisation anticipées de démarrage accordée par le directeur général de l'Anru. Elles sont détaillées ci-après à l'article 5.3.

Article 5.1 Les opérations d'ingénierie financées par l'Anru dans le présent protocole mais dont le lancement opérationnel pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration

Le Comité d'engagement du 10 juillet 2017 a autorisé le démarrage anticipé pour la conduite de projet à partir du mois suivant le Comité d'Engagement, soit au 2nd semestre 2017.

Article 5.2 Opérations d'investissement non financées par l'Anru dans le présent protocole mais dont le lancement opérationnel (cf. jalons opérationnels de l'annexe 2 du règlement financier) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration

Le protocole de comprend pas d'opération d'investissement au titre de la présente rubrique.

Article 5.3 Opérations d'investissement non financées par l'Anru dans le présent protocole dont le démarrage des actions préparatoires et directement liées aux travaux à mener (études préalables et pré opérationnelles, actions de concertation, préparatifs au relogement des ménages le cas échéant) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration

Les maîtres d'ouvrages signataires du présent protocole bénéficient d'une autorisation anticipée de démarrage pour les prestations d'ingénierie accompagnant la préparation de la mise en œuvre des opérations d'investissement non financées dans le présent protocole (études pré opérationnelles, expertises préalables, actions préparatoires au relogement des ménages telles que l'accompagnement social, actions de concertation préalable aux travaux – à l'exclusion des honoraires de maîtrise d'œuvre liés aux travaux), sans que cette autorisation préjuge d'un financement des opérations concernées par l'Agence.
La date d'autorisation anticipée de démarrage pour ces prestations d'ingénierie correspond à la date de signature du présent protocole.

Article 5.4 Etudes et/ ou missions d'ingénierie financées au titre du PIA VDS Anru + faisant l'objet d'une autorisation de démarrage anticipée

Le protocole de comprend pas d'opération d'investissement au titre de la présente rubrique.

Article 6. Association des habitants et des usagers au projet de renouvellement urbain

- **Le fonctionnement des Conseils Citoyens**

Conformément à la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbain dite loi LAMY, le conseil citoyen est identifié par l'Anru comme l'interlocuteur privilégié dans le cadre de la concertation autour du renouvellement urbain.
Pour le quartier des Epis à Sin le Noble et avec la validation du Sous-préfet de l'arrondissement de Douai, la municipalité a fusionné conseil de quartier et conseil citoyen en septembre 2016. Il est à préciser que le périmètre d'intervention du conseil citoyen, tel que fixé par la loi, est moins étendu que celui du conseil de quartier puisque ce dernier couvre tout le quartier des Epis ainsi que celui du Raquet.
Le conseil citoyen est composé de 10 membres dont 8 pour le collège « Habitants » et 2 pour le collège « Acteurs locaux ».
Le conseil citoyen intercommunal qui devrait intervenir sur le périmètre de Dorignies et Pont de la Deûle n'est pas constitué à ce jour. Il est toutefois à noter qu'il existe depuis fin 2014 un conseil de quartier à Dorignies. Il couvre un périmètre plus large que celui retenu en quartier prioritaire.

BL

La méthodologie de concertation qui sera mise en place dans le cadre du Renouvellement Urbain devra venir s'articuler aux dispositifs et méthodes de démocraties participatives développées dans les 3 villes impactées et leurs quartiers.

- **Une mission d'AMO spécifique**

Une mission d'AMO permettra de définir les contours, établir la stratégie, mettre en oeuvre et animer la concertation des habitants pendant les phases d'élaboration des projets urbains d'une part, et de travailler sur la méthodologie de concertation pendant la phase opérationnelle d'autre part.

- **L'élaboration d'une charte de concertation :**

Au-delà de l'activité des Conseils Citoyens, la mise en oeuvre de la participation des habitants à l'élaboration du NPNRU reposera sur la mise en place de concertation définissant les thèmes et les formes de concertation. Une charte de concertation sera élaborée en interne visant à :

- Affirmer la volonté politique et l'implication des partenaires,
- Définir les principes généraux : le vocable, les droits et devoirs, les rôles, une stratégie,
- Présenter les principes méthodologiques : les étapes,
- Organiser le pilotage : organisation collective pour l'élaboration, la validation, la conduite de la démarche, la mise en œuvre, l'évaluation,
- Fixer les moyens : humains, financiers, matériels.

Une déclinaison spécifique sur chaque quartier sera réalisée, permettant d'affiner le déroulement du dispositif selon les objectifs et finalités spécifiques, et les moyens mobilisables.

- **Les objectifs de la concertation**

La concertation et la co-production des projets doivent être réalisées en cohérence avec la stratégie définie par les collectivités mais aussi en cohérence avec l'avancement du projet.
Elle nécessite l'adhésion de l'ensemble des partenaires sur une méthode et la mise en œuvre d'outils pédagogiques.
Les actions devront s'attacher à favoriser le dialogue entre tous les acteurs du territoire (acteurs locaux, concepteurs, habitants). Elles permettront de récolter la parole des habitants et d'aller à la recherche de la parole de ceux qui ne viennent pas spontanément s'exprimer et/ou qu'on n'entend peu ou pas.
Dans l'objectif de récolter la parole des habitants dans toute sa diversité, différents ateliers permettront de multiplier les points d'entrée. Ceux-ci seront proposés en cohérence avec les organisations existantes afin de les renforcer ou de les compléter. Il pourrait être organisé des «cafés-projet», des stands «sortie d'école», des stands «pieds d'immeuble», permettant d'aller à la rencontre des habitants et usagers des quartiers.
Les diagnostics en marchant feront partie intégrante de la démarche en lien avec la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP), ils permettront également d'associer la population en recueillant sentiment, avis, vécu,... Il s'agit donc d'une observation directe menée avec des groupes d'habitants. L'exercice consiste à réaliser une visite collective du quartier pour observer ensemble son fonctionnement. Chacun peut alors réagir à la fois sur des éléments liés à la conception du site (espace urbain, limites du bâti, espaces verts, équipements...) à la gestion urbaine et sociale (propreté, entretien, maintenance, odeurs, signalétique...) et aux usages (signes d'appropriation, dysfonctionnements, conflits d'usages, respect ou dégradation du lieu...).

- **Les maisons du projet**

La loi du 21 février 2014 prévoit la mise en place d'une maison du projet pour chaque projet de renouvellement urbain, afin de permettre la co-construction du projet. Dans les quartiers concernés, ces maisons du projet ont ainsi vocation à constituer des lieux d'accueil du conseil citoyen pour :

- S'informer et échanger avec les personnalités extérieures,
- Construire et formaliser les orientations qu'il souhaite porter pour le projet de territoire et l'aménagement urbain du quartier,
- Associer plus largement les habitants à la co-élaboration du projet.

Une Maison de l'Ecoquartier existe déjà dans l'éco-quartier du Raquet. L'éventuelle mutualisation de cet équipement pour qu'elle soit aussi « maison du projet » sera questionnée lors de la phase protocole dans le cadre de la mission AMO concertation.
Il est à noter que le conseil de quartier des Epis et du Raquet et que le conseil citoyen des Epis se réunissent depuis 2016 dans une salle de l'Espace Georges Brassens situé dans le quartier des Epis, à l'intérieur du périmètre du quartier prioritaire.

BL

Article 7. Articulation avec le document cadre d'orientations et la convention intercommunale d'attributions prévus aux articles L.441-1-5 et L.441-1-6 du Code de la Construction et de l'Habitation

La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au Logement et un Urbanisme Rénové, dite loi ALUR, et la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi LAMY, ont engagé une réforme importante de la gestion de la demande de logement social et des attributions. L'objectif de cette réforme réside dans une meilleure lisibilité, efficacité et équité des attributions de logements sociaux. Elle repose sur l'instauration d'une politique intercommunale de peuplement, sous l'égide d'une gouvernance, co-pilotée par l'Etat confiée aux groupements intercommunaux dotés d'un PLH. Dans son volet consacré à la mixité sociale et à l'égalité des chances dans l'habitat, la loi relative à l'Egalité et à la Citoyenneté porte une nouvelle étape de la réforme, en instaurant notamment des objectifs territorialisés dans les attributions et la nécessaire élaboration d'une convention intercommunale d'attributions (CIA.)

- Les objectifs de la réforme sont les suivants :
  - Limiter la concentration de la pauvreté, notamment en quartiers prioritaires (QPV) en instaurant des objectifs de mixité sociale dans les attributions
  - Améliorer la satisfaction des publics prioritaires et des situations complexes et bloquées
  - Améliorer l'information des demandeurs et rendre le système d'attributions plus lisible et plus transparent
- Les dispositifs sont les suivants :
  - La convention intercommunale d'attribution (issue de la fusion de la CIET et de l'ACI)
  - Le plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs

Par délibération du 18 décembre 2015, la Communauté d'Agglomération du Douaisis a lancé l'instauration de sa conférence intercommunale du logement et la procédure d'élaboration de son Plan Partenarial de Gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs ainsi que de la Convention Intercommunale d'Attributions (ex CIET et ACI).
La CIA est issue des travaux de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) qui a mobilisé dans une dynamique partenariale forte les communes, le Département, l'Etat, l'Association Régionale de l'Habitat et les organismes de logement social, Action logement, les associations... durant deux années afin d'en élaborer les orientations. Les différents collèges de la CIL ont eu l'occasion de se réunir 4 fois en CIL plénière, chaque conférence étant précédée d'un comité technique et d'un comité technique élargi. Deux phases de groupes de travail réunissant l'ensemble des partenaires ont été organisées : respectivement cinq et huit groupes de travail en 2016 et 2017. Le plan partenarial de gestion de la demande résulte lui aussi d'un processus de co-construction. Ces deux documents ont été approuvés par délibération du conseil communautaire le 15 décembre 2017 ; la CIA ayant fait l'objet d'une approbation définitive par une délibération le 5 juillet 2018. La CIA constitue une annexe du contrat de ville.

- **Les objectifs de mixité sociale dans les attributions en et hors QPV**

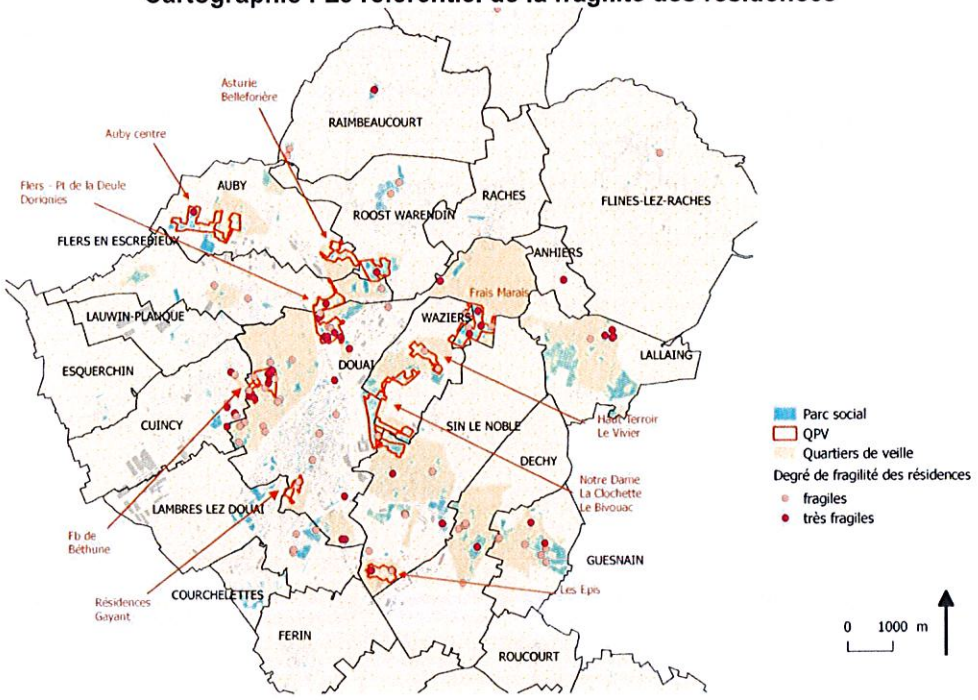
Dans les quartiers en politique de la ville, la loi prévoit que 50% des propositions d'attributions (suivies ou non de baux signés) le soit au profit des ménages dont les revenus sont supérieurs à ceux du 1er quartile. La Communauté d'Agglomération du Douaisis s'engage à faire progresser le taux actuel et s'efforcera de tendre vers les 75% d'ici l'échéance de la CIA. Un travail devra être engagé par les partenaires pour accroitre les propositions de logements à des demandeurs des quartiles 3 et 4 dans les QPV, et limiter de manière significative les attributions à des ménages du premier quartile dans les secteurs des QPV où les revenus sont les plus décrochés.
Pour l'Agglomération, le montant du 1er quartile correspond à 566 € par unité de consommation et par mois. Le seuil du 2e quartile des demandeurs est de 867 € par mois et celui du 3e quartile de 1 240 € par mois.

Conformément à l'article L.441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, la Communauté d'Agglomération du Douaisis s'engage à consacrer au moins 25% des attributions annuelles, suivies de baux signés, de logements situés en dehors des quartiers prioritaires de la politique de la ville à des demandeurs du 1er quartile, ou à des personnes relogées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain.

RL

Les objectifs ainsi définis s'inscrivent dans une logique de mixité sociale, avec à terme un accueil des ménages sous le seuil de bas revenu à proportion comparable à leur représentation au sein des demandes de logements sociaux (25 % des attributions), ce qui permet de tendre vers un équilibre global du peuplement.
Une vigilance doit également être portée sur les résidences qualifiées de fragiles bien qu'hors QPV, et notamment celles en quartiers de veille. Pour rappel, en 2015, sur les 15 communes qui étaient en géographie prioritaire, 9 d'entre elles sont sorties de la politique de la ville. La population prioritaire passait alors de 70 000 habitants dans le cadre du CUCS en 2014 à 17 501 habitants en QPV en 2015.

Cartographie : Le référentiel de la fragilité des résidences



- **La prise en compte des mutations et les objectifs d'attributions aux publics prioritaires**

La CAD et ses partenaires ont défini les ménages de l'Accord Collectif Intercommunal, comme étant le groupe de ménages, parmi les ménages prioritaires, pour lesquels des modalités de coopération partenariales particulières sont mises en œuvre afin de faciliter leur accès au parc social. Ces ménages présentent des situations sociales, économiques, ou de logement qui nécessitent de leur apporter une solution dans des délais courts. La complexité et/ou l'urgence, y compris en cas de mutations ou de situations bloquées, ne touchent que les ménages les plus vulnérables, et appellent un rapprochement des acteurs dans une instance partenariale idoine afin de décupler les possibilités de relogement.

- **La stratégie de relogement sur le territoire de la CAD**

La stratégie de relogement de la Communauté d'Agglomération du Douaisis s'applique à tous les programmes de démolition ou de restructuration de logements, nécessitant un relogement des locataires, de manière permanente ou temporaire.
La stratégie est déclinée autour de 3 objectifs :

- Favoriser un parcours résidentiel ascendants des ménages relogés
- Contribuer à l'objectif de mixité sociale et territoriale par le relogement
- Engager un principe de solidarité intercommunale et interbailleurs dans le relogement

- Favoriser un parcours résidentiel ascendants des ménages relogés

Pour assurer le relogement des ménages concernés par les démolitions, il s'agira notamment de mobiliser :

- Le parc social existant ancien, en prêtant une attention particulière à l'amélioration des conditions résidentielles du ménages à reloger, au regard des caractéristiques du logement, de la situation de la résidence et de l'accès aux transports, emplois, services et équipement, notamment mais sans exclusive dans un bassin de vie limité à 5 km (prise en compte plus

BL

largement des besoins liés aux déplacements quotidiens du ménage en fonction de sa situation professionnelle, familiale, etc.). Le choix doit avant tout respecter la volonté du ménage et favoriser autant que faire se peut un parcours résidentiel ascendant. Ces relogements devront également prendre en compte les orientations du présent document ;
- Le parc social conventionné ou réhabilité depuis moins de 5 ans ;
- Le parc neuf
- Le parc privé conventionné.

Le logement proposé dans le cadre du relogement doit permettre une meilleure adaptation à la situation du ménage lorsque cela est nécessaire : typologie adaptée à la composition du ménage, le traitement des situations de sur-occupation et de sous-occupation, le traitement des besoins de décohabitation sous conditions, l'adaptation du logement au handicap ou à la perte d'autonomie, le rapprochement du lieu de travail…

Une attention est portée à l'information des ménages sur la localisation du logement proposé, notamment au regard de l'accès aux transports, services et équipements.

Une attention particulière sera portée à la garantie de la solvabilité des ménages post-relogement. Pour les ménages dont les taux d'efforts sont les plus élevés, les bailleurs sociaux appliqueront un principe de maintien des loyers et des charges équivalent à celui du logement quitté.

Le règlement général de l'ANRU relatif au NPNRU prévoit également la possibilité d'accorder une « indemnité pour minoration de loyer » à l'organisme HLM qui accueille des ménages en relogement définitif dans un parc neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans à condition de fixer un loyer au maximum au plafond de loyer pour l'attribution de l'APL du ménage concerné.

- Contribuer à l'objectif de mixité sociale et territoriale par le relogement

Pour rappel, la loi Egalité et Citoyenneté indique que 25% des attributions annuelles hors QPV doivent concerner les ménages sous le seuil de bas revenus et les ménages relogés dans le cadre du NPNRU. Lors des enquêtes sociales, les possibilités de relogement évoquées avec les ménages sont ouvertes, notamment en direction du parc social situé hors QPV. Les réservataires et bailleurs s'engagent à travailler les propositions de relogement en prenant en compte la situation économique et sociale du ménage à reloger (notamment le positionnement des ménages par rapport aux quartiles de revenu définis sur l'agglomération), ainsi que la situation économique et sociale, et le fonctionnement de la résidence d'accueil. Les résidences identifiées comme « vivant bien » dans le cadre du référentiel de la fragilité des résidences seront privilégiées dans les relogements.

- Engager un principe de solidarité intercommunale et interbailleurs dans le relogement

Tous les bailleurs présents sur le territoire, y compris ceux qui ne sont pas concernés par des démolitions de patrimoine, sont susceptibles de participer au relogement des ménages. En outre, la mobilisation du parc privé conventionné Anah pourrait permettre une évolution des parcours résidentiels. Ce parc pourrait être mobilisé, en respectant le souhait des ménages, en s'appuyant sur la liste des opérateurs agréés par l'Etat habilités à renseigner la fiche famille (fiche famille servant à faire des propositions de locataires aux bailleurs privés) pour les logements conventionnés très sociaux. De même, tous les réservataires ayant des contingents de réservations dans le parc social présent sur le territoire, sont mobilisés pour participer au relogement des ménages.

L'accompagnement des ménages (enquête préalable, identification du nouveau logement, etc.) est géré par les cellules relogement des bailleurs sociaux concernés.

- **Les outils mis en œuvre**

Plusieurs outils vont être mis en œuvre par la Communauté d'Agglomération du Douaisis :

- La cotation des résidences et les fiches résidences fragiles

La Communauté d'Agglomération du Douaisis souhaite poursuivre son inscription dans la démarche partenariale initiée par l'URH pour obtenir un référentiel global partagé de la fragilité des résidences du parc locatif social. Une fiche sera rédigée pour chaque résidence identifiée comme fragile. L'objectif est double, apporter un éclairage en CAL sur la pertinence des ménages candidats et être en capacité d'observer de manière partagée l'occupation du parc social et les actions d'intervention prévues sur ce segment du parc.

- Les porter-à-Connaissance (PAC) à destination des communes

La Communauté d'Agglomération du Douaisis, à travers son service Habitat, a lancé la rédaction de Porter-à-Connaissance (PAC) à destination des communes. Ce document comporte une partie diagnostic (données socio-démographiques, données sur le parc de logements, données sur les demandes et les attributions notamment) ainsi qu'une partie « préconisations ». Ce document vise à partager le dispositif d'observation de la politique de l'Habitat communautaire.

BL

- Le bilan des attributions (SNE et son évolution)

Le bilan des attributions servant à vérifier l'atteinte des objectifs de mixité sociale se fera à partir du SNE et notamment grâce aux évolutions qu'il va connaitre jusqu'en 2018. Chaque trimestre, la DREAL transmettra à la CAD un tableau précisant, pour chaque commune et pour chaque réservataire, a minima les informations suivantes :

- Nombre et pourcentage d'attributions consacrées aux ménages du 1er quartile dans l'ensemble des attributions ;
- Nombre et pourcentage d'attributions consacrées aux ménages du 1er quartile hors QPV ;
- Nombre et pourcentage d'attributions consacrées aux ménages des quartiles 2, 3 et 4 en QPV ;
- Nombre de relogements ANRU, en et hors QPV.

Les données de la DREAL (issues du Répertoire du Parc Locatif Social transmis par les bailleurs sociaux) ne précisant pas dans quel QPV l'attribution a été réalisée, un travail entre la CAD et la DREAL est à envisager afin d'avoir des données à l'échelle de chaque QPV (afin notamment de nourrir les échanges en commissions QPV).

Article 8. Gouvernance et conduite de projet

Article 8.1. Gouvernance

La gouvernance du contrat de ville

- **Le pilotage stratégique du contrat de ville**

- La commission Cohésion Sociale de la CAD

Elle rassemble l'ensemble des élus de la Commission Cohésion Sociale de la Communauté d'Agglomération du Douaisis.
Il sera nécessaire d'y associer les élus des territoires en géographie prioritaire ou en veille, qui ne sont pas aujourd'hui toujours représentés au sein de la commission, mais également le Vice-Président en charge des financements.
Cette commission est présidée par le Vice-Président en charge de la Cohésion Sociale sur le territoire.
Elle se réunit environ tous les deux mois, ou selon les besoins.
Cette commission a pour attributions de :

- Présenter l'état d'avancement de la mise en oeuvre du contrat de ville en amont du comité de pilotage partenarial, Définir les orientations politiques de la CAD pour le territoire,
- Valider les programmations d'actions,

- Le comité de pilotage partenarial

Le comité de pilotage partenarial rassemble :
la Communauté d'Agglomération du Douaisis, les services de l'Etat dans ses différentes composantes, la Région Hauts-de-France, le Conseil Départemental du Nord, l'Agence Régionale de Santé, l'Education Nationale, la Caisse d'Allocations Familiales du Nord, l'ensemble des communes en géographie prioritaire et en veille, les bailleurs, Pôle emploi, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), la Mission Locale, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM), la Caisse des Dépôts et Consignations, le Syndicat Mixte des Transports du Douaisis (SMTD), le Centre Hospitalier de Douai, les chambres consulaires, les représentants des Conseils Citoyens.
Il est co-présidé par le Président de la CAD et le Sous-Préfet. Il se réunit deux fois par an.
Le comité de pilotage a pour attribution de piloter le Contrat de ville et de :

- Procéder à la présentation des avancées dans le cadre de la mise en oeuvre du contrat,
- Présenter le bilan des moyens d'actions mobilisés sur l'année écoulée,
- Valider les axes de travail pour la suite,
- Donner un sens stratégique au projet de territoire et débattre des propositions de priorisation,
- Et le cas échéant, amender et réorienter les objectifs stratégiques.

- **Le pilotage opérationnel du contrat de ville**

BL

Le comité technique rassemble les représentants techniques partenaires du Projet Territorial de Développement Social. Il se réunit au minimum une fois par trimestre, et autant que de besoins. Le comité technique est animé par la CAD.
Les attributions du comité technique sont les suivantes :

- Suivre et évaluer la mise en oeuvre opérationnelle du Contrat de ville,
- Préparer les comités de pilotage,
- Veiller, par l'instruction et l'évaluation continue, à ce que les actions proposées s'inscrivent pleinement dans les objectifs stratégiques définis collectivement,
- Suivre les avancées, objectif par objectif en lien avec les pilotes
- Etre force de proposition sur les priorités de mise en oeuvre.

- L'appui sur les instances partenariales existantes

Pour ne pas démultiplier les instances, il est convenu de s'appuyer sur les instances partenariales existantes pour la mise en oeuvre des objectifs opérationnels.
Pour chaque objectif stratégique, un pilote est identifié pour :

- Organiser et Animer le processus partenarial,
- Rendre compte de l'avancée des travaux en comité technique,
- Capitaliser les actions engagées,
- Renseigner les tableaux de bord de suivi,
- Préparer les bilans en vue des instances intermédiaires de pilotage.

- Des groupes de travail ciblés sur la mise en oeuvre du projet

En dehors des instances existantes, des groupes de travail ciblés pourront être mis en place sur les objectifs du Projet Territorial de Développement Social :

- Un groupe de travail sur la mobilisation des fonds européens,
- Des groupes de travail thématiques spécifiques selon les besoins,
- Des groupes d'appui au droit commun pour les communes en veille,
- etc...

La gouvernance et le pilotage de la politique intercommunale de peuplement :

- **Les instances de gouvernance**

- La Conférence Intercommunale du Logement (CIL)

Elle est associée au suivi et à la mise en œuvre de la convention d'attributions, du plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs. Co-présidée par l'Etat et la CAD, elle a vocation à se réunir au minimum une fois par an.

- La commission de coordination de la CIL

Elle se réunit deux fois par an pour évaluer la politique d'attribution, à partir des données fines sur les attributions réalisées sur une année pleine, la synthèse des échanges ayant eu lieu dans les commissions et les groupes de travail de la CIL. Elle actualise et le cas échéant reprécise les objectifs de la CIA. La commission de coordination vient s'adosser au comité technique élargi.

- **Les instances de travail**

- Les commissions QPV / Quartiers de veille

Comme le prévoit l'article 70 de la loi pour l'Egalité et la Citoyenneté, l'Agglomération du Douaisis a mis en place des commissions dites « Commissions QPV ». Dans un objectif d'efficience, ces commissions seront communes à plusieurs quartiers prioritaires.
Lieu d'échange et de travail à partir d'une approche territoriale, ces commissions réunissent la CAD, les bailleurs sociaux et les communes afin d'échanger sur les résidences fragiles / très fragiles des QPV. Le périmètre est aussi élargi aux résidences fragiles / très fragiles jouxtant les périmètres des QPV. Ce travail est également mené sur les quartiers de veille qui présentent des taux important de logements sociaux et des résidences fragilisées. Les communes de Lallaing, Dechy et Guesnain sont concernées par ces réunions « quartiers de veille ».
Les « commissions QPV / Quartiers de veille » se réuniront au moins une fois par an, quelques mois avant la CIL, et pourront ainsi nourrir les échanges lors de cette plénière.

- Les réunions tripartites sur l'aspect patrimonial

BL

La Communauté d'Agglomération du Douaisis et ses partenaires (communes et bailleurs sociaux) s'engagent à se réunir une fois par an dans un format tripartite comprenant la commune (Maire et/ou élu à l'Habitat/Logement et technicien), le bailleur et la CAD, pour aborder d'une part le parc locatif social existant en se concentrant sur les résidences identifiées comme ayant des problématiques patrimoniales, et d'autre part le suivi de la mise en œuvre du Plan Stratégique de Patrimoine. Sur la première année, il s'agit de partager le diagnostic sur les résidences pré-identifiées, de définir un programme d'actions pour pallier aux difficultés identifiées. Les années suivantes, il s'agira d'actualiser les données, commentaires sur les résidences et de suivre les actions mises en place.

- La commission d'examen des situations complexes et bloquées

Elle viendra s'adosser au Comité Technique Territorial (CTT) du Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD). Elle se réunira entre 3 et 4 fois par an pour étudier des dossiers de situations spécifiques remontés sur la base du volontariat par les communes, les bailleurs, le Conseil Départemental, les services de l'Etat, les associations, la CAF. L'objectif de cette instance de travail est d'apporter une réponse à des situations qui trouvent difficilement satisfaction dans le droit commun ou les dispositifs prioritaires existants. Les situations examinées en commission doivent répondre à des critères bien précis définis avec l'ensemble des partenaires en groupe de travail et précisés dans la CIA et le Plan partenarial de gestion de la demande.

- La commission de relogement

La Communauté d'Agglomération du Douaisis mettra en place une commission de relogement NPNRU qui se réunira en fonction de l'avancée du PRU. Pour chaque opération de démolition, une commission *ad hoc* pourra se réunir en fonction des besoins. Une approche interbailleurs et/ou intercommunale pourra être nécessaire pour apporter une réponse à certains ménages. Des solutions pourront également être recherchées dans le parc privé conventionné.

- Groupes de travail thématiques

Durant le premier semestre de l'année 2017, 8 groupes de travail se sont réunis, dans le but de travailler sur :

- La qualification du parc social : fragilité de peuplement (en et hors QPV) ; orientations en matière d'attributions et d'équilibre de peuplement, en tenant compte de la fragilité ; réflexion sur la politique des loyers ;
- Les attributions prioritaires et les publics prioritaires au sein de la CAD, dans le cadre de la CIA, dont les situations complexes et bloquées et les modalités d'intervention possible ; le rapprochement de l'offre et de la demande ;
- La Charte des bonnes pratiques en CAL ;
- Le confortement de la gouvernance et le fonctionnement des différentes instances opérationnelles
- Les outils à mettre en oeuvre

Deux réunions d'information ont également été organisées :

- Le fonctionnement du Système National d'Enregistrement (SNE) de la demande
- Le fonctionnement des contingents (Action Logement, Sous-préfecture)

Au premier semestre 2018, les partenaires seront invités à participer à un groupe de travail sur l'accueil et l'information des demandeurs. Ces échanges permettront notamment de définir les modalités de mise en œuvre du réseau des lieux d'accueil et d'information labellisés et des outils qui seront mis à disposition des personnes délivrant de l'information.

D'autres groupes de travail pourront être mis en place, la CIL et la Commission de coordination pourront en définir les thématiques au regard des remontées des différents partenaires.

Article 8.2. Conduite de projet

- **Organisation**

La conduite globale du protocole de préfiguration est assurée par la CAD via la création d'une cellule renouvellement urbain constituée d'un(e) Directeur/rice de projet NPNRU et d'une assistance

BL

administrative. Cette cellule est rattachée au Pôle Cohésion sociale/Habitat. Cette ingénierie sera appuyée d'une AMO pilotage et d'une AMO concertation.
Les Villes et les bailleurs s'organisent pour garantir d'une part le suivi et leur participation active au travail de préfiguration du PRU, d'autre part le pilotage des études/travaux dont ils sont maîtres d'ouvrage en identifiant un référent. Ce référent suivra l'ensemble des travaux du protocole et aura pour rôle de diffuser l'information, coordonner l'ensemble des services municipaux/du bailleur et mobiliser en fonction des thématiques traitées lors de l'avancement des études, les référents compétents en la matière.
Le pilotage de chacune des opérations ou missions reste de la responsabilité des maîtres d'ouvrage dans le cadre de comités techniques.

- **Les instances de travail**

- Le comité de pilotage

Conformément au contrat de ville dont il partage la même instance, deux comités de pilotage partenarial seront organisés par an. Un point spécifique lié à l'avancement du NPNRU sera donc prévu à l'ordre du jour des Comités de pilotage du Contrat de Ville.

- Les comités techniques

Un comité technique sera mis en place afin de :
  - Etablir l'état d'avancement du NPNRU,
  - Piloter la programmation urbaine et sociale du projet et les autres études prévues au programme de travail du protocole
  - Suivre les études connexes au projet,
  - Coordonner les différentes interventions des maitres d'ouvrage et partenaires,
  - Suivre les demandes de subventions des maîtres d'ouvrage,
  - Mettre en oeuvre les conventions opérationnelles (insertion, relogement, GUSP).

Ce comité est une instance technique qui regroupe les représentants des maîtres d'ouvrage, le porteur de projet et les financeurs. Tout partenaire technique pertinent pourra également être associé.
Ces comités techniques se réuniront 8 à 9 fois par an.

- Les groupes de travail thématiques :

Parallèlement aux comités techniques, des groupes de travail sur des sujets spécifiques pourront être créés, par exemple :
  - Peuplement, habitat social et habitat privé,
  - GUP,
  - Insertion,
  - Concertation,
  - Evaluation/Observatoire.

Ces groupes de travail ne doivent pas faire doublon avec d'autres instances existantes et ne seront créées ou ne fonctionneront que dans la mesure où un besoin sera clairement identifié.

Article 8.3. Association des maîtres d'ouvrage et des futurs investisseurs privés

Les maîtres d'ouvrage et futurs investisseurs privés seront pleinement associés à la phase de protocole de préfiguration, en particulier dans le cadre des études suivantes, qui alimenteront directement la définition du projet de renouvellement urbain et préciseront la vision stratégique sur chacun des quartiers du NPNRU :
  - Étude complémentaire sur l'habitat privé, sur le quartier des Epis,
  - Diagnostic commercial et de développement économique des quartiers et orientation et programmation des commerces et activités artisanales en lien avec le projet de ressourcerie sur le quartier Pont-de-la-Deûle et Dorignies.

BL

Article 9. Opérations d'ingénierie financées au titre du programme de travail

Les opérations financées par l'Anru dans le cadre du présent protocole, ci-après présentées, sont détaillées dans le tableau en annexe 7 (et le cas échéant présentées dans le cadre d'une fiche descriptive de l'opération en annexe). Leur financement par l'Anru est réalisé conformément aux modalités prévues dans le titre II du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU et dans le règlement financier de l'Anru relatif au NPNRU. Ce tableau financier des opérations physiques indique pour ces opérations l'assiette de financement telle que définie par le RGA relatif au NPNRU, le taux de financement sur assiette, le montant du concours financier de l'Anru, le calendrier opérationnel et l'ensemble des cofinancements mobilisés.

Ces opérations peuvent démarrer (ordres de service études, prise de poste, ...) à compter de la date de signature du présent protocole sauf pour les opérations dont le démarrage a été autorisé préalablement par le directeur général ou le comité d'engagement de l'Anru. Les dates de prise en compte des dépenses sont précisées opération par opération ci-après.

Article 9.1. Modalités de financement par l'Anru de la conduite du projet de renouvellement urbain

Comme indiqué précédemment, chaque maître d'ouvrage désignera un référent unique, responsable de la mise en œuvre au quotidien des actions décidées dans le cadre du pilotage du NPNRU.
Un(e) Directeur(rice) de projet NPNRU a pris ses fonctions le 12 mars 2018. Il/Elle a en charge l'animation de la totalité du dispositif.

Libellé précis	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Directeur de projet NPNRU (1/2 ETP)	272 6059009 14 0001 003	QP059009 – Les Epis	CAD	115 000 € HT	50 %	57 500 €	Septembre 2017	1er semestre 2018	4
Directeur de projet NPNRU (1/2 ETP)	272 6059005 14 0001 008	QP059005 – Pont de la Deûle et Dorignies	CAD	115 000 € HT	50 %	57 500€	Septembre 2017	1er semestre 2018	4

Article 9.2. Modalités de financement par l'Anru des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet et accompagnement des ménages, prévus dans le programme de travail

Article 9.2.1 <u>Les études, expertises et moyens d'accompagnement du projet</u>

Présentation des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet, cofinancés par l'Anru dans le cadre du présent protocole, conformément à l'article 4 du présent protocole :

Libellé précis	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
- Diagnostic parc privé bâtiment O et Alexia I, II et III - Etude préopérationnelle parc privé Alexia I, II et III - Assistance juridique	272 60590 09 14 0001 002	QP059009 – Les Epis	CAD	150 000 € HT	10 %	15 000 €	Septembre 2017	2ème semestre 2018	3

BL

Etude sociale et urbaine – lot 1	272 60590 09 14 0001 001	QP059009 – Les Epis	CAD	100 000 € HT	50 %	50 000 €	Septembre 2017	2ème semestre 2018	3
Etude urbaine et sociale – lot 2	272 60590 05 14 0001 006	QP059005 – Pont de la Deûle et Dorignies	CAD	150 000 € HT	50 %	75 000 €	Septembre 2017	2ème semestre 2018	3
AMO suivi des études et accompagnement pour la formalisation de la convention ANRU et fiabilisation financière	272 60590 09 14 0001 005	QP059009 – Les Epis	CAD	15 000 € HT	50 %	7 500 €	Septembre 2017	2ème semestre 2018	4
AMO suivi des études et accompagnement pour la formalisation de la convention ANRU et fiabilisation financière	272 60590 05 14 0001 010	QP059005 – Pont de la Deûle et Dorignies	CAD	38 000 € HT	19,7 %	7 500 €	Septembre 2017	2ème semestre 2018	4

Les conclusions de ces études et expertises du programme de travail feront l'objet d'une présentation synthétique dans le dossier remis à l'Anru et à ses partenaires en vue de la signature d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Article 9.2.2 <u>L'accompagnement des ménages</u>

- Les actions et les missions d'accompagnement des ménages

Sans objet

- Le relogement des ménages avec minoration de loyer

Sans objet

Article 9.3. Modalités de financement par l'Anah des études et des expertises du programme de travail

Les opérations financées par l'Anah, ci-après présentées, sont détaillées dans le tableau en annexe 9. Elles figurent dans le tableau financier en annexe 7 uniquement si elles bénéficient également d'un financement de l'Anru.

Les conclusions de ces études du programme de travail feront l'objet d'une présentation synthétique dans le dossier remis à l'Anru et à ses partenaires en vue de la signature d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Présentation des études programmées à l'article 4 du présent protocole et cofinancées par l'Anah :

BL

Libellé précis	IDTOP le cas échéant	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention Anah	Montant prévisionnel de subvention	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
- Diagnostic parc privé bâtiment O et Alexia I, II et III - Etude préopération nelle parc privé Alexia I, II et III - Assistance juridique	272 605900 9 14 0001 002	QP059009 – Les Epis	CAD	150 000 € HT	40 %	60 000 €	2ème semestre 2018	3

Article 9.4. Modalités de financement par la Caisse des Dépôts du programme de travail

Les opérations financées par la Caisse des Dépôts, ci-après présentées, sont mentionnées en annexe 10. Les modalités d'intervention seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents maitres d'ouvrage concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents. Elles figurent dans le tableau financier en annexe 7 uniquement si elles bénéficient également d'un financement de l'Anru.
Pour mémoire, dans le cas des opérations d'ingénierie qui seraient cofinancées à la fois par l'Anru et par la CDC, le total des financements accordés par l'Anru et par la CDC sera au maximum le montant prévisionnel de subvention calculé selon les règles inscrites dans le RGA NPNRU.

Présentation des opérations du programme de travail financées par la Caisse des Dépôts :

Libellé précis	IDTOP le cas échéant	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention CDC	Montant prévisionnel de subvention	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Diagnostic commercial et de développement économique des quartiers et programmation des commerces et activités artisanales	272 605900 5 14 0001 007	QP059005 – Pont de la Deûle et Dorignies	CAD	30 000 € HT	50 %	15 000 €	2ème semestre 2018	3
AMO appui méthodologique en matière de concertation et mise en œuvre des outils de concertation	272 605900 9 14 0001 005	QP059009 – Les Epis	CAD	7 000 € HT	50 %	3 500 €	2ème semestre 2018	4
AMO appui méthodologique en matière de concertation et mise en œuvre des outils de concertation	272 605900 5 14 0001 10	QP059005 – Pont de la Deûle et Dorignies	CAD	20 000 € HT	50 %	10 000 €	2ème semestre 2018	4

BL

Article 9.5. Modalités de financement du programme de travail par d'autres partenaires

Les modalités de financement du programme de travail par la Région Hauts-de-France :

Le précédent programme national de rénovation urbaine a révélé les enjeux stratégiques du partenariat Etat / ANRU / Région en termes d'aménagement, d'équilibre et d'égalité des territoires. La cohésion de l'action menée a été déterminante pour remédier aux dysfonctionnements urbains ciblés, tout en ayant un effet avéré sur l'économie régionale, tant en termes d'emplois créés et maintenus qu'en termes d'activité des entreprises du BTP.
C'est avec le même objectif de cohésion sociale, de développement urbain et de développement économique que la Région Hauts-de-France entend s'inscrire dans le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) en proposant une nouvelle politique harmonisant ses dispositifs et apportant un véritable levier pour les territoires.

Conformément à la délibération n°20161396 en date du 13 octobre 2016 relative au « *Cadre d'intervention régional en faveur des quartiers de la Politique de la Ville pour la période 2017-2021 - Principes, cadrage et modalités de mise en oeuvre* », la Région s'inscrit dans une démarche globale d'accompagnement des contrats de ville. Cet engagement aux côtés des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) s'appuie sur la mobilisation des politiques de droit commun et des crédits spécifiques relatifs à la politique de la ville et au NPNRU.
Plus particulièrement dans sa délibération 20170046 du 2 février 2017 relative au Soutien de la Région Hauts-de-France au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, elle a décidé d'accompagner les quartiers retenus au titre du NPRU.
A ce titre, les projets de renouvellement urbain s'inscriront dans des démarches de développement intégré et pourront mobiliser des crédits régionaux « renouvellement urbain » sur :

- Le développement économique des quartiers ;
- L'innovation sociale et/ou numérique ;
- Le traitement de l'habitat ancien dégradé et la réhabilitation du parc social ;
- Le renouvellement de l'offre de services à travers les équipements publics ;
- L'aménagement urbain et l'attractivité.

La délimitation de périmètres précis (à la rue) pour les quartiers retenus exclut dans la plupart des cas le foncier mutable immédiatement et rend difficile la mise en oeuvre de la diversité des fonctions des quartiers exigée par tous, notamment au bénéfice du développement économique. La Région s'ouvre ainsi le droit, aux côtés des maîtres d'ouvrage potentiels (collectivités, bailleurs, entreprises, ...) et selon les projets susceptibles d'être développés, d'intervenir et de mobiliser ses financements en dehors des périmètres retenus par l'ANRU, pour autant que les projets concernés soient en lien direct avec le retournement d'image du quartier, au service d'une nouvelle attractivité et/ou au bénéfice des populations des quartiers en question.
Le protocole de préfiguration est la première étape de contractualisation du projet de renouvellement urbain (programme d'études et moyens d'ingénierie) afin de participer à la définition des opérations qui conduiront à la transformation de ces quartiers.

Dans ce contexte, la Région pourra financer :

- les études globales pré-opérationnelles, type master plan ;
- des études complémentaires sur des thématiques faisant référence aux priorités d'intervention du Conseil Régional, notamment en termes de développement économique, d'innovation et d'attractivité.

La participation financière de la Région à ces études est subordonnée à une validation technique préalable des cahiers des charges soit par les services régionaux instructeurs du NPNRU ou des directions opérationnelles si le financement relève de crédits de droit commun de la Région. Elle fera l'objet d'une affectation par délibération des instances concernées (commission thématique ; commission permanente)
Ces opérations feront l'objet d'une instruction par les services au fur et à mesure de leur opérationnalité selon les modalités d'intervention fixées. Les dossiers de demande de subvention seront instruits sur la base des consultations engagées par le maître d'ouvrage afin de définir les modalités de calcul de la

BL

dépense subventionnable propre à chaque opération dans la limite des crédits réservés et sous réserve du budget annuel régional.

La signature des protocoles et la participation régionale aux financements des études précisées ci-dessus n'engagent la Région ni sur la définition des périmètres étudiés ni sur le financement des opérations d'investissement ultérieures. Ces éléments seront examinés dans le cadre de conventions opérationnelles de chaque nouveau projet de renouvellement urbain.
Le financement des études dans le cadre des protocoles de préfiguration sera intégré aux engagements financiers de la Région au titre du NPNRU.
La Région sera associée à l'ensemble des démarches de suivi du programme de travail et des opérations d'investissement. Le porteur de projet pourra organiser spécifiquement des points d'avancés, en format plus restreint, autant que de besoin et sur demande du représentant de la Région.

A l'achèvement du programme de travail, le porteur de projet déposera auprès du représentant de la Région le dossier présentant le programme urbain détaillé et le(s) projet(s) résultant des études prévues au programme de travail, en vue d'une contractualisation avec la Région par une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Sa participation est subordonnée à la validation technique préalable des services instructeurs du NPRU.

Libellé précis	IDTOP le cas échéant	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention	Montant prévisionnel de subvention	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Diagnostic commercial et de développement économique des quartiers et programmation des commerces et activités artisanales	272 605900 5 14 0001 007	QP059005 – Pont de la Deûle et Dorignies	CAD	30 000 € HT	25 %	7 500 €	2eme semestre 2018	3
Etude sociale et urbaine – lot 1	272 605900 9 14 0001 001	QP059009 – Les Epis	CAD	100 000 € HT	25 %	25 000 € HT	2ème semestre 2018	4 semestres
Etude sociale et urbaine – lot 2	272 605900 5 14 0001 006	QP059005 – Pont de la Deûle et Dorignies	CAD	150 000 € HT	25 %	37 500 € HT	2ème semestre 2018	4 semestres

Article 9.6. Modalités de financement du programme de travail par le PIA VDS

Sans objet

Article 10 (À titre exceptionnel) Opérations d'investissement financées dans le protocole de préfiguration

Article 10.1 Opérations financées par l'Anru

Le protocole ne comprend pas d'opération d'investissement au titre de la présente rubrique.

BL

Article 10.2 Opérations financées par l'Anah

Les dispositifs opérationnels financés par l'Anah sont détaillés dans le tableau de l'annexe 9. Ils figurent dans le tableau financier en annexe 7 uniquement si elles bénéficient également d'un financement de l'Anru.

Aucune opération d'investissement n'est financée par l'Anah dans le cadre du présent protocole.

Article 11. Durée d'exécution du programme et durée du protocole de préfiguration

Article 11.1 La durée d'exécution du programme physique

Chaque maître d'ouvrage est tenu au respect du calendrier individuel des opérations prévu au programme physique tel que détaillé aux articles 9.1, 9.2 et 10 du présent protocole.

Ce calendrier opérationnel se déroule entre la date de lancement opérationnel de la première opération, à savoir le 1er semestre 2018 (semestre/année), et la date de fin opérationnelle de la dernière opération, à savoir le 2ème semestre 2020 (semestre/année).

La date de fin opérationnelle des opérations d'ingénierie visées à l'article 9 est prévue au 1er semestre 2020 (semestre/année).

Article 11.2 La durée du protocole de préfiguration

Le présent protocole prend effet à partir de sa signature par l'Anru.

Le présent protocole s'achève au 31 décembre de la quatrième année après l'année au cours de laquelle s'effectue le solde[1] de la dernière opération physique financée par l'Agence dans le cadre du présent protocole.

Article 12. Conditions de finalisation du projet de convention pluriannuelle de renouvellement urbain - points de rendez-vous avec l'Anru

A l'achèvement du programme de travail, le porteur de projet déposera auprès du délégué territorial de l'Anru le dossier présentant le programme urbain détaillé et le(s) projet(s) résultant des études prévues au programme de travail, en vue d'une contractualisation avec l'Agence par une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Précisions relatives aux points de rendez-vous intermédiaires avec l'Anru nécessaires (cf. annexe 8).

Article 13. Conditions juridiques de mise en œuvre et d'application du protocole de préfiguration

Article 13.1. Contreparties mises à disposition d'Action Logement

Le financement par l'Anru de projets de renouvellement urbain est conditionné à la mise à disposition de contreparties au profit d'Action Logement, conformément à la convention Etat-Anru-UESL Action Logement portant sur le NPNRU.

Conformément au règlement général de l'Anru relatif au NPNRU, les signataires du protocole s'engagent à respecter les termes de cette convention tripartite et à définir pendant la phase de protocole ces contreparties, notamment en termes de mise à disposition de foncier et de réservations de logements locatifs sociaux.

[1] Cf. jalons opérationnels de l'annexe 2 du règlement financier de l'ANRU relatif au NPNRU

Dans le cas où des natures d'opérations générant des contreparties Action Logement seraient financées par l'Anru dans le cadre du protocole de préfiguration, ces contreparties devront être formalisées au plus tard dans la convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Article 13.2. Intégration des exigences d'insertion des habitants des QPV dans les marchés publics, notamment destinées aux opérations du protocole

Les maîtres d'ouvrage financés par l'Anru s'engagent à respecter les orientations de la nouvelle charte nationale d'insertion de l'Anru adoptée par le conseil d'administration du 24 mars 2015.

Article 13.3. Le financement des opérations contractualisées dans le protocole

Article 13.3.1 Le financement des opérations par l'Anru

Les dépenses finançables par l'Agence sont prises en compte conformément aux conditions décrites à l'article 1.2.1 du titre II du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU.

Le tableau financier des opérations physiques figurant à l'annexe 7, signé par le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage reprend, en les classant par nature d'intervention, maître d'ouvrage par maître d'ouvrage, l'ensemble des plans de financement des opérations pour lesquelles un soutien financier de l'Anru, au titre du NPNRU, est sollicité. Il fait ainsi apparaitre les concours financiers Anru, déclinés entre montants de subventions Anru et volumes de prêts bonifiés le cas échéant. L'ensemble des co-financements sont précisés : commune, EPCI, conseil départemental, conseil régional, organisme HLM, Caisse des dépôts, Europe, ...

Ce tableau financier est un tableau prévisionnel, qui, au sens du règlement financier, programme des crédits sur les ressources financières du nouveau programme national de renouvellement urbain. Les participations financières des signataires du présent protocole y sont détaillées. Sont également indiquées des participations financières de tiers non signataires dont l'obtention est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage.

Au titre du présent protocole de préfiguration : la participation financière de l'Anru, au titre du NPNRU, s'entend pour un montant global maximal non actualisable de concours financiers de 270 000 €, comprenant 270 000 € de subventions (dont 0 € pour les opérations d'investissement visées à l'article 10) et 0 € de volume de prêts distribués par Action Logement (pour les opérations d'investissement visées à l'article 10). Cette participation se répartie sur les quartiers concernés de la façon suivante :

- 140 000 € concours financiers comprenant 140 000 € de subventions et 0 € de volume de prêts portant sur les quartiers d'intérêt régional,
- 130 000 € concours financiers comprenant 130 000 € de subventions et 0 € de volume de prêts portant sur les quartiers d'intérêt national.

Les concours financiers de l'Anru sont attribués sous réserve du respect des dispositions du règlement général et du règlement financier de l'Anru relatifs au NPNRU en vigueur à la date de l'engagement financier de l'opération et du respect des engagements contractuels inscrits dans le présent protocole de préfiguration.

Article 13.3.2 Le financement des opérations par l'Anah

L'attribution et le versement des subventions de l'Anah s'effectuent conformément aux modalités prévues par ses règlements.
Au titre du présent protocole, l'engagement de l'Anah s'entend pour un montant global maximal, non actualisable, de 60 000 €, répartis selon la programmation prévisionnelle du tableau de l'annexe 9. Les participations financières des signataires du présent protocole y sont détaillées. Sont également indiquées des participations financières de tiers non signataires dont l'obtention est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage, et qui peuvent être détaillées dans une autre annexe.

Article 13.3.3. Le financement des opérations par la Caisse des Dépôts

Les aides accordées par la Caisse des Dépôts, mentionnées dans le tableau en annexe 10, et ses modalités d'intervention, seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et

BL

les différents intervenants concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

Article 13.3.4 Le financement des opérations par d'autres partenaires

Les aides accordées par la Région Hauts-de-France, mentionnées dans le tableau en annexe 11, et ses modalités d'intervention, seront précisées dans des conventions à signer entre la Région Hauts-de-France et les maitrises d'ouvrage concernées, sous réserve d'une demande formelle complète adressée préalablement au service instructeur de la Région avant la fin de réalisation de chaque étude.

Les communes de Sin-le-Noble, Douai et Flers-en-Escrebieux interviennent, au côté de la CAD, dans le financement du programme de travail du NPNRU (annexe 12).

(cf.annexe 7)

Article 13.4 Le respect des règlements de l'Anru

En cas de mentions contradictoires qui seraient inscrites dans le présent protocole avec les dispositions des règlements de l'Agence, ces derniers prévalent.

Article 13.5. Contrôle et audits

Conformément à l'article 4 du RGA et l'article VII du RF NPNRU, l'Anru peut procéder à des contrôles et audits auprès des bénéficiaires des concours financiers.

Le porteur de projet et les bénéficiaires des concours financiers de l'Agence s'engagent à communiquer à l'Anru les documents et informations dont elle estime la production nécessaire à l'instruction des dossiers, aux paiements, au suivi et à l'évaluation des engagements et objectifs du présent protocole de préfiguration.

Le cas échéant, ils faciliteront les contrôles sur place ou sur pièces diligentés par l'Anru.

En cas de contrôles sur place réalisés pour les besoins exclusifs des vérifications et évaluations précitées, les contrôles sont exercés par des agents habilités par le directeur général de l'Anru. Le signataire du protocole de préfiguration est averti au préalable et peut se faire assister d'un conseil. Le cas échéant, le porteur de projet et les bénéficiaires des concours financiers faciliteront également les audits réalisés a posteriori par l'Anru, portant sur l'intégralité des éléments remis par le bénéficiaire d'un concours financier de l'Anru.

Article 13.6. Conséquences du non-respect des engagements

Les manquements constatés dans l'application du présent protocole de préfiguration font l'objet d'une analyse de leurs causes et conséquences diligentée par le directeur général de l'Anru, en lien avec le délégué territorial. Celui-ci prend éventuellement l'avis du comité d'engagement de l'Agence, statue directement ou saisit, si nécessaire, son conseil d'administration.

Le directeur général de l'Anru peut décider :

- le rappel solennel au porteur de projet et aux maîtres d'ouvrage de leurs engagements contractuels ;
- la mise en œuvre de mesures compensatoires ;
- la suspension des paiements pour un ou plusieurs maîtres d'ouvrage ;
- la réduction des concours financiers attribués par l'Agence prévus dans le protocole de préfiguration, même si ceux-ci portent sur un objet différent de celui ayant donné au constat, qui peut impliquer le remboursement partiel ou total des aides attribuées par l'Agence ;
- le réexamen du protocole de préfiguration ;
- la suspension, voire la résiliation du protocole de préfiguration.

BL

Dans tous les cas, la décision prise est portée à la connaissance de l'ensemble des signataires du protocole.

Article 13.7. Clause de renégociation du protocole et modification du protocole

Le présent protocole de préfiguration pourra donner lieu à renégociation dans le cas où seraient constatés des changements substantiels de l'environnement juridique et financier dans lequel s'inscrit l'action de l'Agence.

Par ailleurs, conformément à l'article 8.2 du titre III du RGA NPNRU, des évolutions relatives aux dispositions du présent protocole peuvent nécessiter la réalisation d'un avenant dont l'instruction s'effectuera dans les mêmes conditions que l'élaboration du protocole de préfiguration.

Dans le cadre fixé par l'Anru, les évolutions mineures n'impactant pas l'économie générale du projet et les modifications techniques, ne nécessitent pas la réalisation d'un avenant. Des ajustements de la programmation financière peuvent être apportés dans ce cadre, conformément à l'article 122 du règlement financier relatif au NPNRU.

Article 13.8. Traitement des litiges

Les litiges survenant dans l'application du présent protocole seront portés devant la juridiction compétente du siège social de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

Pour ce qui concerne les actions financées par l'Anah, les litiges survenant dans l'application du présent protocole sont régis par le règlement général de l'Anah.

Article 13.9. Conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence

Les signataires du présent protocole de préfiguration confirment avoir pris connaissance de l'ensemble des conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence précisées dans son règlement général et son règlement financier relatifs au NPNRU.

Article 14. Dispositions diverses

Article 14.1 La mobilisation du porteur de projet et des maîtres d'ouvrage dans le cadre d'actions initiées par l'Anru

La mise en œuvre des programmes et des projets conduisent l'Anru à initier des actions d'étude, d'édition, de communication, d'animation, de formation, d'expertise, d'assistance et d'appui aux projets, de capitalisation...Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à participer à ces actions pouvant concerner leur territoire, notamment en transmettant à l'Anru toutes les informations nécessaires au bon déroulement de ces travaux.

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à permettre à leurs agents en charge de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain de participer aux réunions auxquelles ils sont conviés par l'Anru, notamment dans le cadre de réseaux d'acteurs du renouvellement urbain. Ils s'engagent également à faciliter l'accès de leurs agents aux formations initiées par l'Anru ou par ses partenaires.
Les frais de déplacements (transport, restauration, hébergement) que ces rendez-vous occasionnent ainsi que les frais d'inscription à des formations entrent dans les frais de gestion attachés aux postes qui peuvent être subventionnés par l'Anru conformément au RGA relatif au NPNRU.
Par ailleurs, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage faciliteront l'organisation de temps d'échange dans le cadre des réseaux d'acteurs animés par l'Anru (mise à disposition de salles de réunion, organisation de visites, ...).

En cas de mobilisation par l'Anru de missions d'expertise, d'assistance et d'appui aux projets, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à y participer et à s'assurer de l'application des résultats de ces missions.

BL

Article 14.2 La signalétique des chantiers

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à mentionner la participation de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et d'Action Logement sur toute la signalétique, panneaux et documents relatifs à toutes les opérations financées dans le cadre du présent protocole, en y faisant notamment figurer leurs logotypes.

BL

Date[2] : 05 JUIN 2019

Signatures :

Le Directeur Général de l'Anru **Nicolas GRIVEL**	**Le Préfet du Département du Nord** **Michel LALANDE**
La Directrice Générale de l'Anah **Valérie MANCRET-TAYLOR**	**La Directrice Régionale de la Caisse des Dépôts** Brigitte LOUIS Directrice déléguée de Lille **Gaëlle VELAY**
Le Président de la Communauté d'Agglomération du Douaisis COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU DOUAISIS **Christian POIRET**	**Le Maire de la commune de Sin-le-Noble accueillant le quartier prioritaire des Epis** MAIRIE DE SIN-LE-NOBLE NORD **Christophe DUMONT**
Le Maire de la commune de Douai accueillant le quartier prioritaire de Dorignies **Frédéric CHEREAU**	**Le Maire de la commune de Flers-en-Escrebieux accueillant le quartier prioritaire de Pont de la Deûle** MAIRIE de FLERS-EN-ESCREBIEUX **Jean-Jacques PEYRAUD**
Le Président du Conseil Régional des Hauts-de-France **Xavier BERTRAND**	**Le Président du Conseil Départemental du Nord** Pour le Président et par délégation **Max-André Pick** **Jean-René LECERF**

[2] Apposée par le dernier signataire (soit le directeur général de l'Anru ou le délégué territorial de l'Anru)

Le Directeur général de PARTENORD Habitat P/o Marc ALESSIO Directeur Territorial **Christophe BECUWE**	**Le Directeur général de Norévie** **Jacques BRENOT**
Le Directeur général de Maisons et Cités 01 MAISONS & CITES SA d'HLM au capital de 679 668 661 € RCS DOUAI 334 654 035 167, rue des Foulons CS 50049 59501 DOUAI CEDEX Tél. 03 27 99 85 99 **Dominique SOYER**	**La Directrice générale de SIA Habitat** sia habitat GROUPE SIA SA HLM 67 avenue des Potiers 59506 DOUAI CEDEX 045 550 258 00029 - APE 6820 A **Marie-Hélène FOUBET**
Le Président du Directoire du Groupe HABITAT Hauts-de-France HABITAT Hauts-de-France 59029 CEDEX **Stéphane MAILLET**	

TABLEAU FINANCIER DES OPERATIONS PHYSIQUES (extrait du eyst7'me d'information le : 03/10/2018 7 11:37)

PLAN DE FINANCEMENT - FAT prévisionnelle

N° PROTOCOLE : 272	LOCALISATION													CONTRIBUTIONS																				PRETS				ECHEANCIER			
ZONE INTERVENTION	INSEE QPV	INSEE COMMUNE																																							
59569/Bin le Noble/QPV national/Les Epis 59178/Douai/QPV régional/Flers En Escrebieux Pont De La Deûle - Dorignies	QP059009 QP059005	59569 59178																																							
PORTEUR DE PROJET																																									
CA DU DOUAISIS																																									
N° de protocole(3 caractères) + N°INSEE (QPV sur 7 caractères) +N° de famille d'opérations (sur 2 caractères) +N° Chrono = Identifiant de l'opération financière(regroupement d'opération physiques &6as par une unité fonctionnelle, une unité de maitre d'ouvrage et une unité de temps) N° Chrono=opérations physiques élémentaires(objet d'une attribution de subvention)																																								

	COMMENTAIRE	LOCALISATION		IMMEUBLES		LOGEMENTS		COUT PAR		MAITRE D OUVRAGE	COUT HT	TAUX TVA	COUT TTC	BASE DE	VILLE		EPCI		CONSEIL DEPARTEMENTAL		CONSEIL REGIONAL		BAILLEUR SOCIAL		CDC		EUROPE		ANAH		AUTRES		ANRU		PRETS		Pour mémoire	Pour mémoire	Demarrage		Durée en	vérif
		QPV DE RATTACHEMENT(QP* de QPV assimilé)	LIEU DE REALISATION(N° de QPV/commune	NBRE	TYPE (MI,R+)	NBRE	SDP	LOGT	M2					FINANCEMENT PREVISIONNEL									y compris les prêts														Prêt CDC	Prêt Bonifié AL	Année	semestre	semestre	
																%		%		%		%		%		%		%		%		%		%							
14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET																																									
272 6059009 14 0001 001 Etude sociale et urbaine (lot 1)	NPN	QP059009					0,00	0,00	0,00	59/CA DU DOUAISIS /20004461	100 000,00	20,00%	120 000,00	100 000,00	12 500,00	12,50%	12 500,00	12,50%	0,00	0,00%	25 000,00	25,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	50 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	2	3	V
272 6059009 14 0001 002 Diagnostic parc privé bâtiment O et Alexi	NPN	QP059009					0,00	0,00	0,00	59/CA DU DOUAISIS /20004461	150 000,00	20,00%	180 000,00	150 000,00	37 500,00	25,00%	37 500,00	25,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	60 000,00	40,00%	0,00	0,00%	15 000,00	10,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	2	3	V
272 6059009 14 0001 003 1 Directeur de projet NPNRU (1/2 ETP)	NPN	QP059009					0,00	0,00	0,00	59/CA DU DOUAISIS /20004461	115 000,00	0,00%	115 000,00	115 000,00	28 750,00	25,00%	28 750,00	25,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	57 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	4	V
272 6059009 14 0001 004 AMO suivi des études, accompagnement p	NPN	QP059009					0,00	0,00	0,00	59/CA DU DOUAISIS /20004461	15 000,00	20,00%	18 000,00	15 000,00	3 750,00	25,00%	3 750,00	25,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	2	4	V
272 6059009 14 0001 005 AMO concertation	NPN	QP059009					0,00	0,00	0,00	59/CA DU DOUAISIS /20004461	7 000,00	20,00%	8 400,00	7 000,00	1 750,00	25,00%	1 750,00	25,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	3 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	2	4	V
272 6059005 14 0001 006 Etude sociale et urbaine (lot 2)	NPR	QP059005					0,00	0,00	0,00	59/CA DU DOUAISIS /20004461	150 000,00	20,00%	180 000,00	150 000,00	18 750,00	12,50%	18 750,00	12,50%	0,00	0,00%	37 500,00	25,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	75 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	2	3	V
272 6059005 14 0001 007 Diagnostic commercial et de développemer	NPR	QP059005					0,00	0,00	0,00	59/CA DU DOUAISIS /20004461	30 000,00	20,00%	36 000,00	30 000,00	3 750,00	12,50%	3 750,00	12,50%	0,00	0,00%	7 500,00	25,00%	0,00	0,00%	15 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	2	3	V
272 6059005 14 0001 008 1 Directeur de projet NPNRU (1/2 ETP)	NPR	QP059005					0,00	0,00	0,00	59/CA DU DOUAISIS /20004461	115 000,00	0,00%	115 000,00	115 000,00	28 750,00	25,00%	28 750,00	25,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	57 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	4	V
272 6059005 14 0001 009 AMO suivi des études et accompagnement	NPR	QP059005					0,00	0,00	0,00	59/CA DU DOUAISIS /20004461	38 000,00	20,00%	45 600,00	38 000,00	9 500,00	25,00%	21 000,00	55,26%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7 500,00	19,74%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	2	4	V
272 6059005 14 0001 010 AMO concertation	NPR	QP059005					0,00	0,00	0,00	59/CA DU DOUAISIS /20004461	20 000,00	20,00%	24 000,00	20 000,00	5 000,00	25,00%	5 000,00	25,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	10 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	2	4	V
SOUS TOTAL 14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET				0		0	0,00	0,00	0,00		740 000,00		842 000,00	740 000,00	150 000,00	20,27%	161 500,00	21,82%	0,00	0,00%	70 000,00	9,46%	0,00	0,00%	28 500,00	3,85%	0,00	0,00%	60 000,00	8,11%	0,00	0,00%	270 000,00	36,49%	0,00	0,00%	0,00	0,00				
TOTAL				0		0	0,00				740 000,00		842 000,00	740 000,00	150 000,00	20,27%	161 500,00	21,82%	0,00	0,00%	70 000,00	9,46%	0,00	0,00%	28 500,00	3,85%	0,00	0,00%	60 000,00	8,11%	0,00	0,00%	270 000,00	36,49%	0,00	0,00%	0,00	0,00				

(1) Les montants sont indiqués TTC ou HT suivant que les opérateurs récupèrent ou non la TVA.
(2) Cheque opération est repérée dans le temps par:
le semestre au cours duquel elle démarre (année sur 4 chiffres suivi en décimal du N° du semestre dans l'année sur un chiffre ex: 2005,2 signifie qu'une opération démarre au cours du second semestre 2005)
La durée de l'opération exprimée en nbre de semestre : 4 signifie que l'opération s'échelonne sur 4 semestre soit 24 mois)

NG

DS

BL

M.A

ANNEXES

1- Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville.

2- Plan(s) du ou des quartiers qui peuvent faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'Anru, et le cas échéant en précisant ceux concernés par le projet d'innovation soutenue au titre du PIA VDS

3- Plans présentant les premières orientations stratégiques NPNRU, à deux échelles : à l'échelle du quartier et à l'échelle du quartier dans son environnement, et le cas échéant le périmètre de déploiement du futur projet d'innovation soutenu au titre du PIA VDS

4- Description de la gouvernance et de la conduite de projet (organigramme…)

5- Synthèse des diagnostics et études déjà réalisés

6- Présentation et plan de localisation des opérations en cours de réalisation

7- Tableau financier des opérations physiques relatif au protocole de préfiguration

8- Planning de réalisation des actions du programme de travail

9- Tableau des financements de l'Anah

10- Tableau des financements de la Caisse des Dépôts

11- Tableau des financements de la Région Hauts-de-France

12- Tableau des financements des communes de Sin-le-Noble, Douai et Flers-en-Escrebieux

13- Fiches descriptives des opérations contractualisées

14- Courrier d'autorisation de mise en signature du protocole

PROTOCOLE DE PRÉFIGURATION

ANNEXES

PROJETS DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU DOUAISIS

LISTE DES ANNEXES

1- Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville

2- Plan(s) du ou des quartiers qui peuvent faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'Anru, et le cas échéant en précisant ceux concernés par le projet d'innovation soutenue au titre du PIA VDS

3- Plans présentant les premières orientations stratégiques NPNRU, à deux échelles : à l'échelle du quartier et à l'échelle du quartier dans son environnement, et le cas échéant le périmètre de déploiement du futur projet d'innovation soutenu au titre du PIA VDS

4- Description de la gouvernance et de la conduite de projet (organigramme...)

5- Synthèse des diagnostics et études déjà réalisés

6- Présentation et plan de localisation des opérations en cours de réalisation

7- Tableau financier des opérations physiques relatif au protocole de préfiguration

8- Planning de réalisation des actions du programme de travail

9- Tableau des financements de l'Anah

10- Tableau des financements de la Caisse des Dépôts

11- Tableau des financements de la Région Hauts-Francence

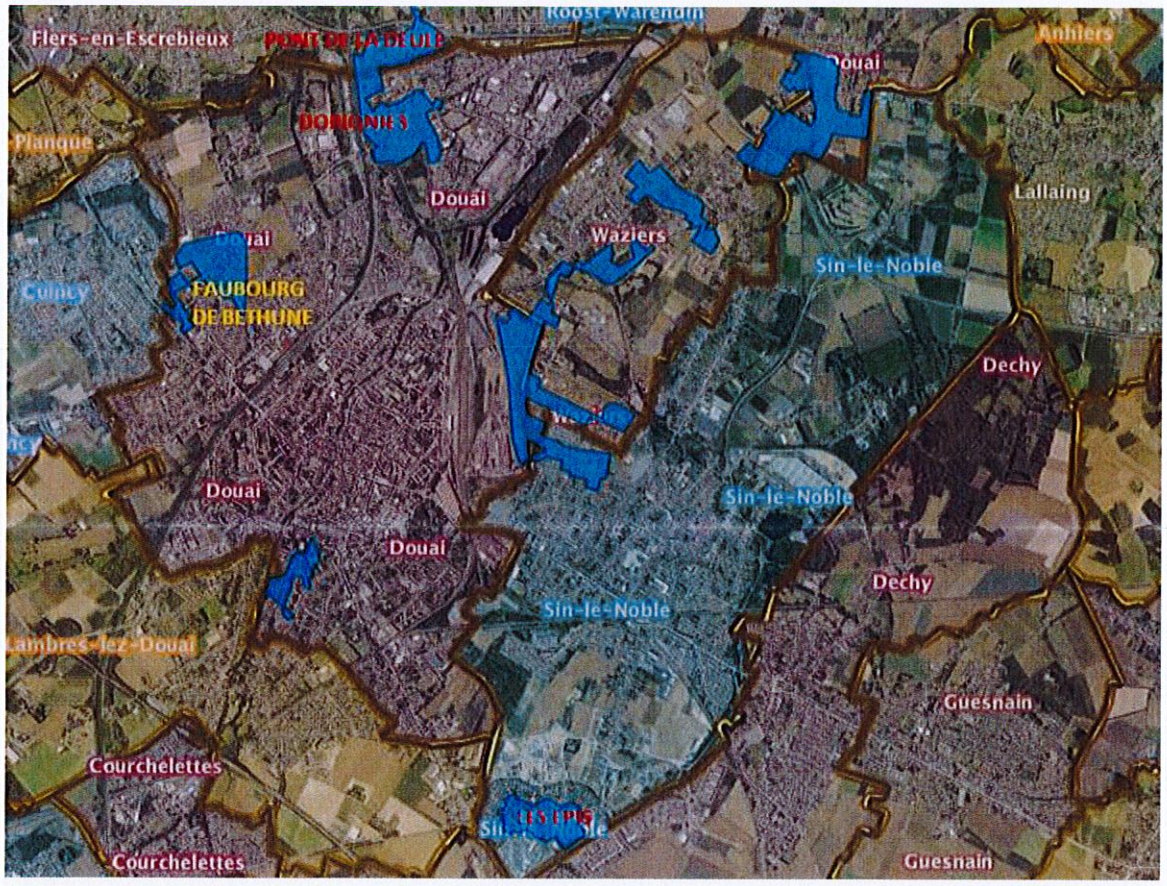
12- Tableau des financements des communes de Sin-le-Noble, Douai et Flers-en-Escrebieux

13- Fiches descriptives des opérations contractualisées

14- Courrier d'autorisation de mise en signature du protocole

BL

ANNEXE 1
Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville

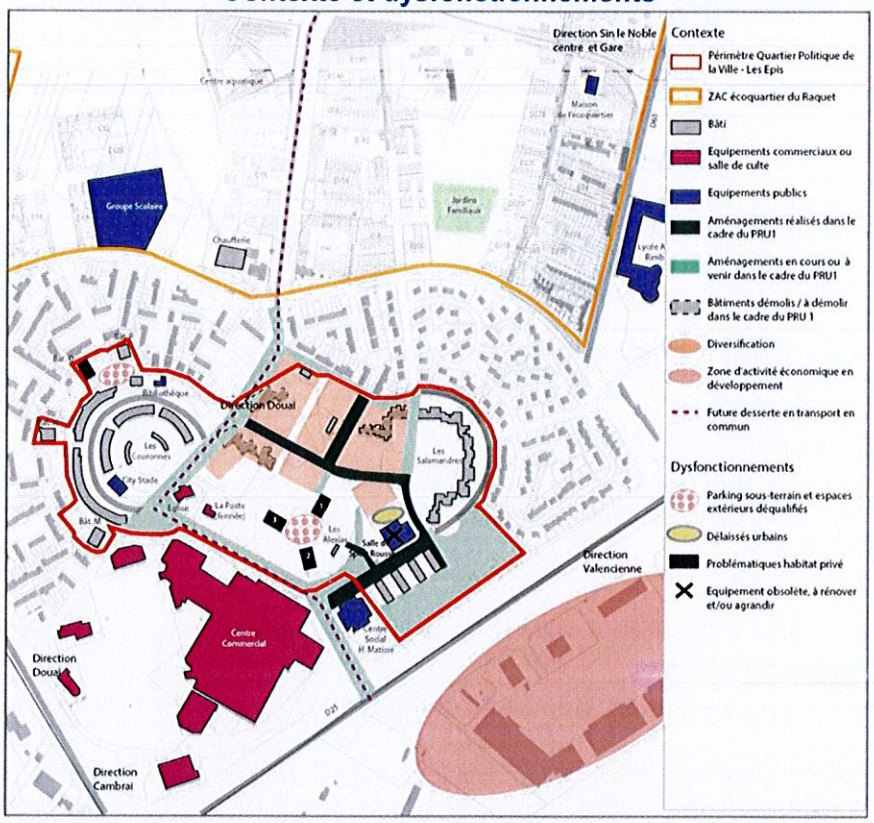


Légende :
En rouge : nom des quartiers inscrits en renouvellement urbain d'intérêt national et régional
En jaune : nom du quartier sur lequel le porteur de projet porte une intervention de renouvellement urbain sans faire l'objet d'un soutien financier de l'ANRU

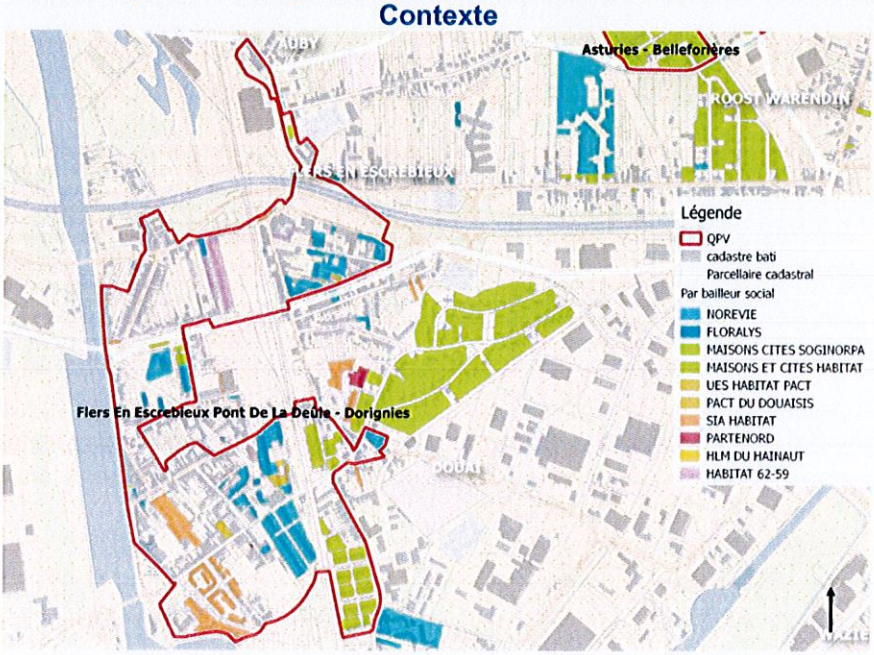
BL

ANNEXE 2
Plans des quartiers pouvant faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'Anru

Quartier d'intérêt national : Les Epis à Sin le Noble
Contexte et dysfonctionnements



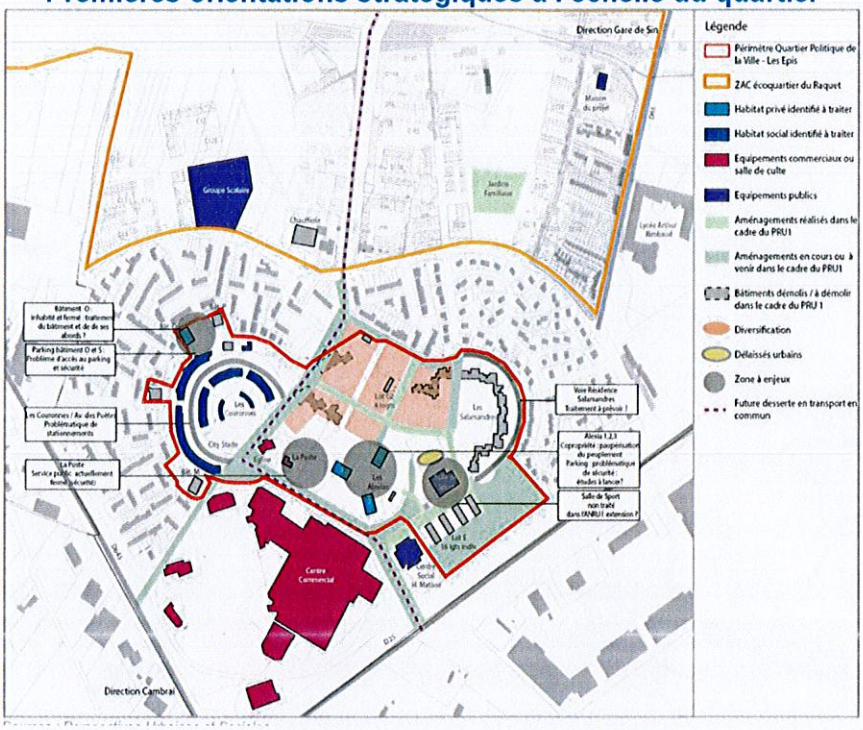
Quartier d'intérêt régional : Dorignies à Douai / Pont de la Deûle à Flers-en-Escrebieux
Contexte



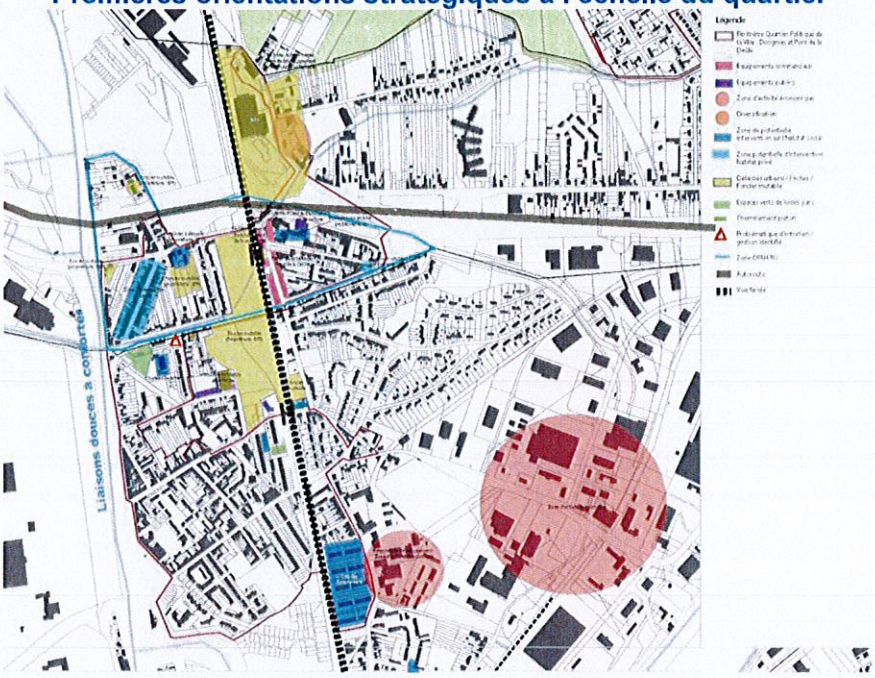
BL

ANNEXE 3
Plans présentant les premières orientations stratégiques NPNRU à deux échelles : à l'échelle du quartier et à l'échelle du quartier dans son environnement

Quartier d'intérêt national : Les Epis à Sin le Noble
Premières orientations stratégiques à l'échelle du quartier

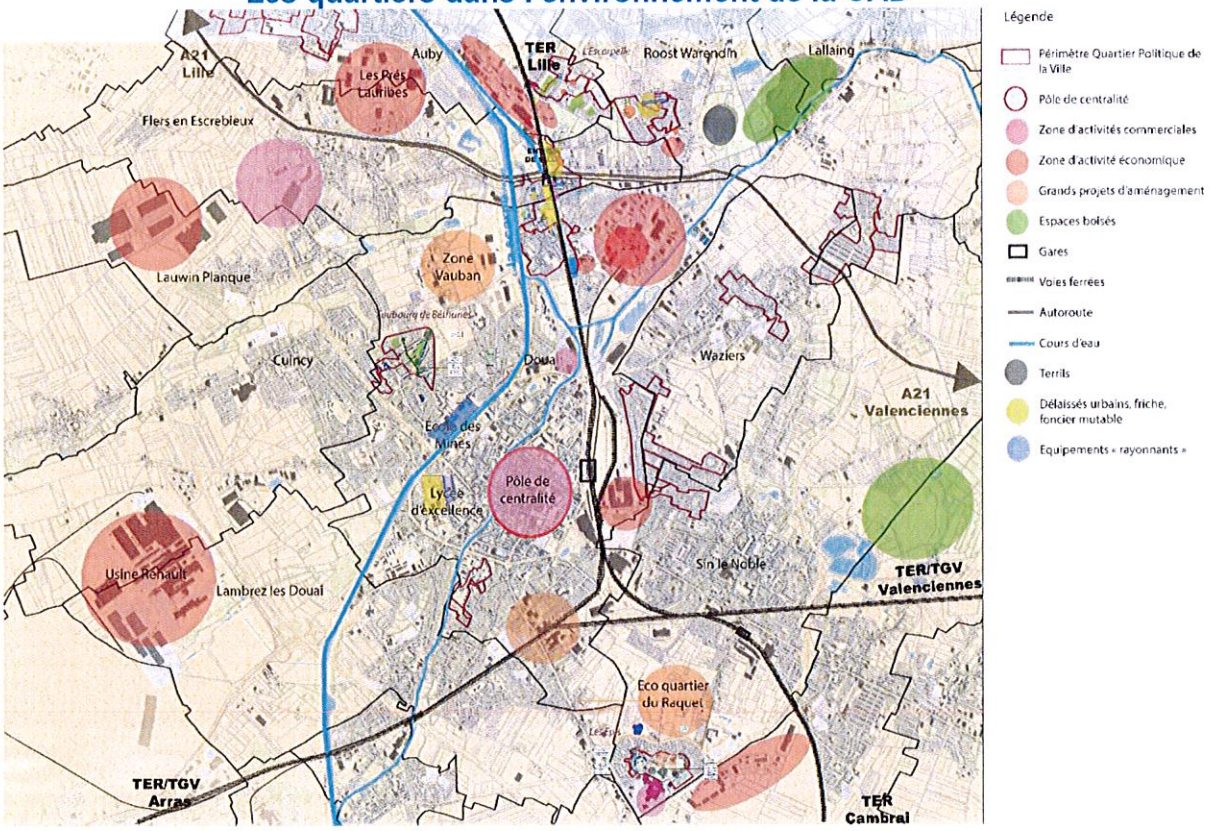


Quartier d'intérêt régional : Dorignies à Douai / Pont de la Deûle à Flers-en-Escrebieux
Premières orientations stratégiques à l'échelle du quartier



BL

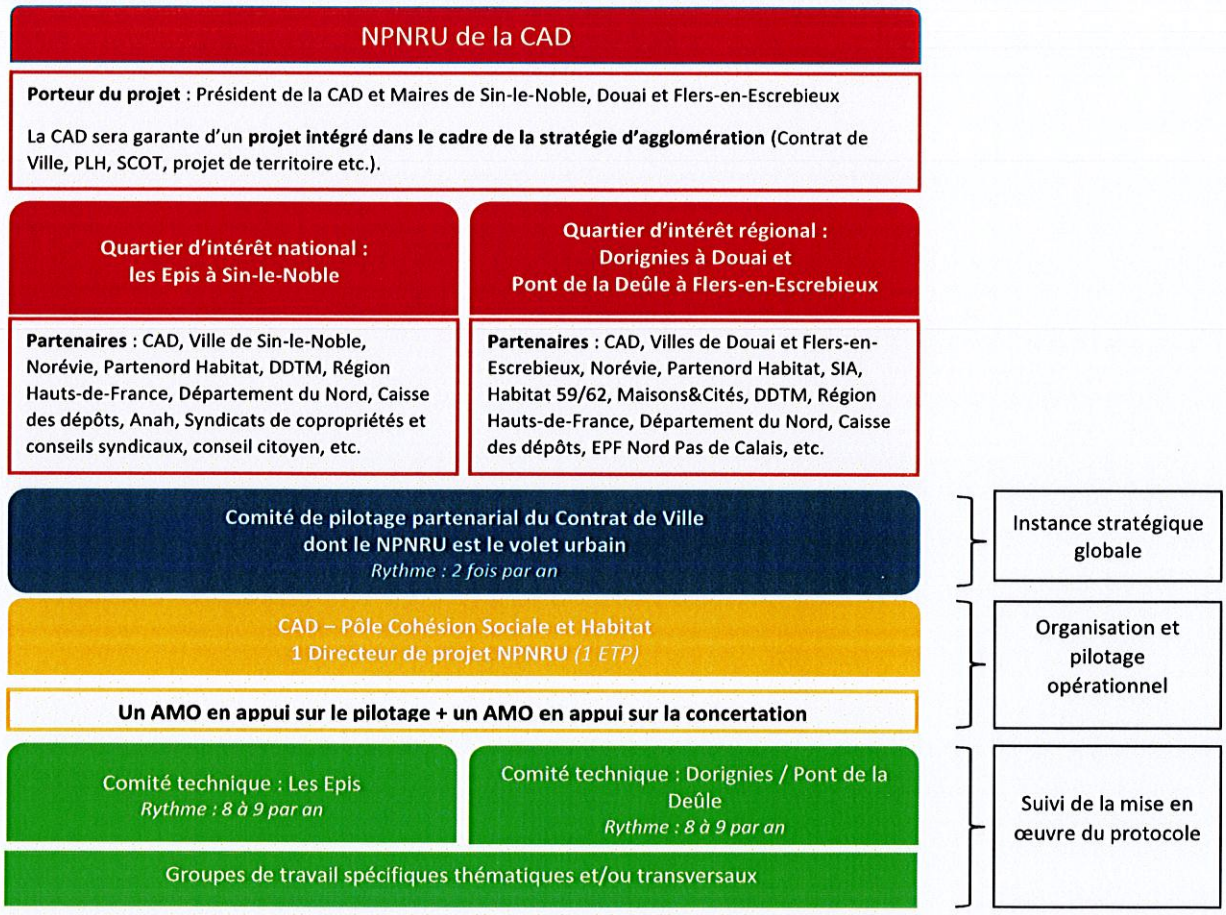
Les quartiers dans l'environnement de la CAD



BL

ANNEXE 4
Description de la gouvernance et de la conduite de projet

Schéma d'organisation de la gouvernance et de la conduite de projet



BL

ANNEXE 5
Synthèse des diagnostics et études déjà réalisées

Nom de l'étude	Objet de l'étude	MOA	Année de réalisation
PLU de Sin-le-Noble	Projet d'Aménagement et de Développement Durable de la commune, patrimoine à protéger, diagnostic foncier, principes d'aménagements, règles d'urbanisme	Sin le Noble	approuvé en mars 2018
Etude financière d'une réhabilitation des Couronnes	Chiffrage du coût de la réhabilitation de la résidence des Couronnes (433 logements aux Epis)	Norevie	2016
Synthèse PV et AG copropriétés Alexias	Analyse à partir des PV et AG de 2011 à 2015 de la structuration des copropriétés (nombre de logements, surface, nombre de copriétaires)propriétaires occupants, fonctionnement/gestion, budget, loyers et charges, prix de vente, participations aux AG.	DTTM	2016
Diagnostic de territoire au service de l'élaboration du contrat de ville (réalisé par COMPAS)	Analyse statistique à l'échelle communale (démographie, projections démographiques, famille/enfance, jeunes, personnes âgées, logement, ressources des ménages, ressources des territoires, activité-chômage) Analyse statistique à l'échelle des quartiers de veille et des quartiers prioritaires des principaux indicateurs de fragilité (dynamique de peuplement, logement, développement économique accès à l'emploi, immigrés et emploi, éducation scolarité, jeunes, pauvreté, inégalités hommes-femmes, vieillissement, citoyenneté, mixité, cadre de vie équipements)	CAD	2014
Etude projet Gare Sin le Noble	Etude d'aménagement du parking de la gare	Sin le Noble / Région	2009
Mission d'étude pré-opérationnelle de renouvellement urbain pour la mise en œuvre d'un projet urbain et social ZUS Nord (réalisé par ARIM Nord Pas de Calais et Mireille Bigot)	- Diagnostic (urbain, paysager, habitat,habitants) - Orientations d'intervention - Fiche opérations par ville	CAD	2005

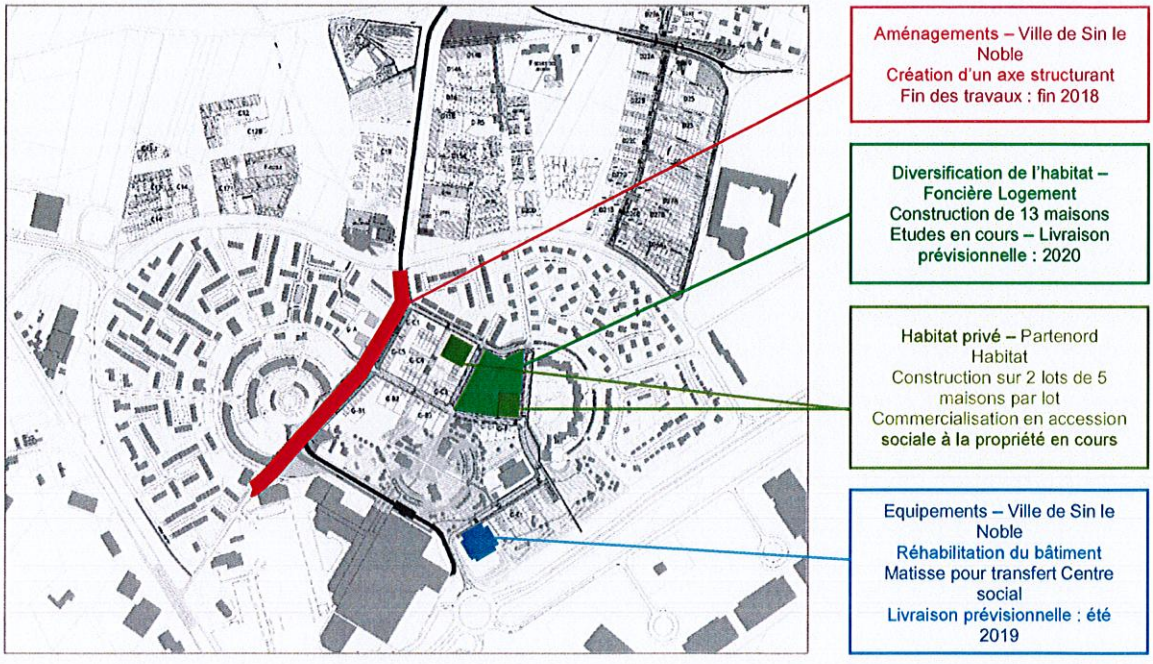
BL

ANNEXE 6
Présentation et plan de localisation des opérations en cours de réalisation

Le quartier des Epis à Sin-le-Noble voit s'achever les dernières opérations inscrites dans sa première Convention de Rénovation Urbaine.
Les opérations encore en cours sont les suivantes :

- Aménagement d'un axe structurant : il s'agit de l'aménagement d'une voie circulation principale au cœur du Raquet et qui le relie directement au nouvel écoquartier du Raquet qui est aménagé au nord des Epis et qui a permis de le raccrocher au tissu urbain alors que le quartier était précédemment très enclavé au sud de la ville ;
- Réhabilitation du bâtiment Matisse pour y transférer le centre social : le précédent centre social ayant été démoli et les locaux actuellement utilisés étant vétustes, le centre social va intégrer le bâtiment « Matisse » qui accueillait précédemment une école maternelle. Ce bâtiment d'environ 1 400 m² est d'une conception architecturale intéressante (forme carré, patio central, grandes ouvertures...) et est très bien situé à une des principales entrées du quartier ce qui contribuera à la visibilité de cet équipement. Un grand espace extérieur à l'arrière du bâtiment offre par ailleurs l'opportunité de proposer des activités en extérieur au public, en particulier aux jeunes. Une bibliothèque annexe intégrera également ce bâtiment.
- Construction de 13 maisons individuelles par la Foncière Logement : les terrains sont viabilisés et le permis de construire doit être déposé à l'été 2018 pour permettre un début de construction des logements début 2019 ce qui permettra une livraison des logements en 2020. Cette opération permettra une diversification de l'habitat dans le quartier et contribuera à son changement d'image.

Par ailleurs, Partenord Habitat procède à la commercialisation de 2 lots de 5 logements chacun pour de l'accession sociale à la propriété.

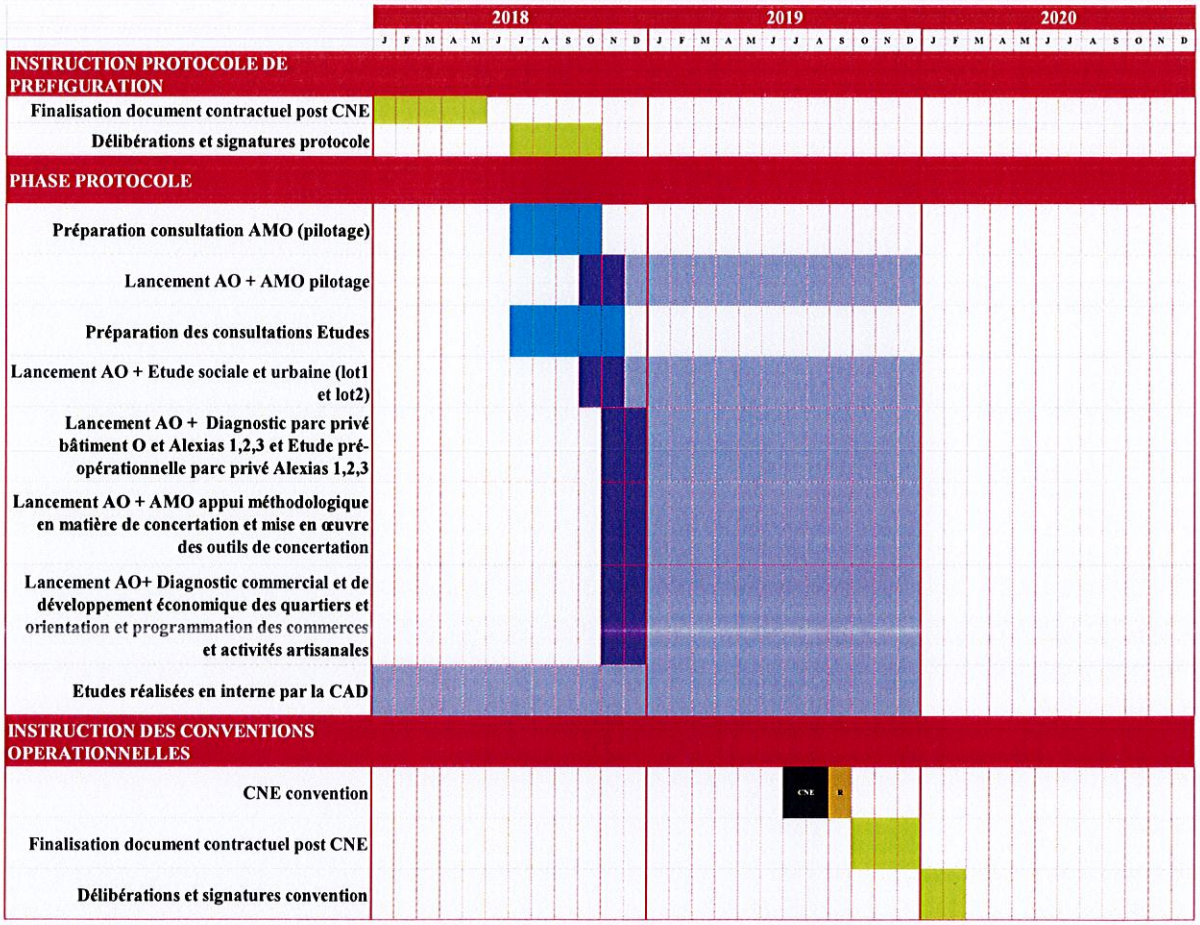


BL

ANNEXE 7
Tableau financier des opérations physiques relatif au protocole de préfiguration

BL

ANNEXE 8
Planning de réalisation des actions du programme de travail



BL

ANNEXE 9
Tableau des financements de l'Anah

Libellé précis	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention Anah	Montant prévisionnel de subvention	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
- Diagnostic parc privé bâtiment O et Alexia I, II et III - Etude préopérationnelle parc privé Alexia I, II et III - Assistance juridique	QP059009 – Les Epis	CAD	150 000 € HT	40 %	60 000 €	2ème semestre 2018	3

BL

ANNEXE 10
Tableau des financements de la Caisse des Dépôts

Libellé précis	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention CDC	Montant prévisionnel de subvention	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Diagnostic commercial et de développement économique des quartiers et programmation des commerces et activités artisanales	QP059005 – Pont de la Deûle et Dorignies	CAD	30 000 € HT	50 %	15 000 €	2ème semestre 2018	3
AMO appui méthodologique en matière de concertation et mise en œuvre des outils de concertation	QP059009 – Les Epis	CAD	7 000 € HT	50 %	3 500 €	2ème semestre 2018	4
AMO appui méthodologique en matière de concertation et mise en œuvre des outils de concertation	QP059005 – Pont de la Deûle et Dorignies	CAD	20 000 € HT	50 %	10 000 €	2ème semestre 2018	4

BL

ANNEXE 11
Tableau des financements de la Région Hauts-de-France

Libellé précis	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention Région	Montant prévisionnel de subvention	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Etude sociale et urbaine (lot 1)	QP059009 – Les Epis	CAD	100 000 € HT	25 %	25 000 €	2ème semestre 2018	3
Diagnostic commercial et de développement économique des quartiers et programmation des commerces et activités artisanales	QP059005 – Pont de la Deûle et Dorignies	CAD	30 000 € HT	25 %	7 500 €	2ème semestre 2018	3
Etude sociale et urbaine (lot 2)	QP059005 – Pont de la Deûle et Dorignies	CAD	150 000 € HT	25 %	37 500 €	2ème semestre 2018	3

BL

ANNEXE 12
Tableau des financements des communes de Sin-le-Noble, Douai et Flers-en-Escrebieux

Commune de Sin-le-Noble :

Libellé précis	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention Commune de Sin-le-Noble	Montant prévisionnel de subvention	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
- Diagnostic parc privé bâtiment O et Alexia I, II et III - Etude préopérationnelle parc privé Alexia I, II et III - Assistance juridique	QP059009 – Les Epis	CAD	150 000 € HT	25 %	37 500 €	2ème semestre 2018	3
Etude sociale et urbaine (lot 1)	QP059009 – Les Epis	CAD	100 000 € HT	12,5 %	12 500 €	2ème semestre 2018	3
1 Directeur de projet NPNRU (1/2 ETP)	QP059009 – Les Epis	CAD	115 000 € HT	25 %	28 750 €	1er semestre 2018	4
AMO suivi des études et accompagnement pour la formalisation de la convention ANRU et fiabilisation financière	QP059009 – Les Epis	CAD	15 000 € HT	25 %	3 750 €	2ème semestre 2018	4
AMO appui méthodologique en matière de concertation et mise en œuvre des outils de concertation	QP059009 – Les Epis	CAD	7 000 € HT	25 %	1 750 €	2ème semestre 2018	4

Commune de Douai :

Libellé précis	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention Commune de Douai	Montant prévisionnel de subvention	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Diagnostic commercial et de développement économique des quartiers et programmation des commerces et activités artisanales	QP059005 – Pont de la Deûle et Dorignies	CAD	30 000 € HT	6,3 %	1 875 €	2ème semestre 2018	3
Etude sociale et urbaine (lot 2)	QP059005 – Pont de la Deûle et Dorignies	CAD	150 000 € HT	6,3 %	9 375 €	2ème semestre 2018	3
1 Directeur de projet NPNRU (1/2 ETP)	QP059005 – Pont de la Deûle et Dorignies	CAD	115 000 € HT	12,5 %	14 375 €	1er semestre 2018	4
AMO suivi des études et accompagnement pour la formalisation de la convention ANRU et fiabilisation financière	QP059005 – Pont de la Deûle et Dorignies	CAD	38 000 € HT	12,5 %	4 750 €	2ème semestre 2018	4
AMO appui méthodologique en matière de concertation et mise en œuvre des outils de concertation	QP059005 – Pont de la Deûle et Dorignies	CAD	20 000 € HT	12,5 %	2 500 €	2ème semestre 2018	4

BL

Commune de Flers-en-Escrebieux :

Libellé précis	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention Commune de Flers-en-Escrebieux	Montant prévisionnel de subvention	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Diagnostic commercial et de développement économique des quartiers et programmation des commerces et activités artisanales	QP059005 – Pont de la Deûle et Dorignies	CAD	30 000 € HT	6,3 %	1 875 €	2ème semestre 2018	3
Etude sociale et urbaine (lot 2)	QP059005 – Pont de la Deûle et Dorignies	CAD	150 000 € HT	6,3 %	9 375 €	2ème semestre 2018	3
1 Directeur de projet NPNRU (1/2 ETP)	QP059005 – Pont de la Deûle et Dorignies	CAD	115 000 € HT	12,5 %	14 375 €	1er semestre 2018	4
AMO suivi des études et accompagnement pour la formalisation de la convention ANRU et fiabilisation financière	QP059005 – Pont de la Deûle et Dorignies	CAD	38 000 € HT	12,5 %	4 750 €	2ème semestre 2018	4
AMO appui méthodologique en matière de concertation et mise en œuvre des outils de concertation	QP059005 – Pont de la Deûle et Dorignies	CAD	20 000 € HT	12,5 %	2 500 €	2ème semestre 2018	4

BL

ANNEXE 13
Fiches descriptives des opérations contractualisées

- **Annexe 13 – A : - Diagnostic parc privé bâtiment O et Alexia I, II et III – Etude préopérationnelle parc privé Alexia I, II et III – Assistance juridique**
- **Annexe 13 – B : Etude sociale et urbaine (lots 1 et 2)**
- **Annexe 13 – C : Diagnostic commercial et développement économique des quartiers et orientation et programmation des commerces et activités artisanales**
- **Annexe 13 – D : Directeur/trice de projet NPNRU (½ ETP pour le QIN et ½ ETP pour le QIR sur 24 mois)**
- **Annexe 13 – E : AMO suivi des études et accompagnement pour la formalisation de la convention ANRU et fiabilisation financière**
- **Annexe 13 – F : AMO appui méthodologique en matière de concertation et mise en œuvre des outils de concertation**

BL

ANNEXE 13 – A
Diagnostic parc privé bâtiment O et Alexia I, II et III – Etude préopérationnelle parc privé Alexia I, II et III – Assistance juridique

Maitre d'ouvrage : Communauté d'Agglomération du Douaisis

Quartier concerné : Les Epis à Sin-le-Noble

Coût prévisionnel : 150 000 € HT

Financement :
- CAD : 37 500 € soit 25 %
- Ville de Sin-le-Noble : 37 500 € soit 25 %
- ANRU : 15 000 € soit 10 %
- Anah : 60 000 € soit 40 %

Durée de l'étude : 3 semestres

Descriptif de l'étude :

Les éléments de diagnostic seront notamment les suivants :
- Diagnostic immobilier : position sur le marché, rythme des ventes, montant des transactions, loyers, vacance, positionnement des prix des logements et des loyers au regard du marché et des besoins en logement du Douaisis.
- Situation des copropriétés: quels statuts, quels règlements de copropriétés? Quelle gestion des parties communes (parkings souterrains, dalle) ? évolution propriétaires occupants et propriétaires bailleurs ?
- Gouvernance : syndic, conseil syndical, assemblée générale (tenue des assemblées générales, représentation des copropriétaires en assemblées générales, dernières résolutions prises), implication du conseil syndical et des copropriétaires
- Diagnostic foncier: distinction espaces publics/privés, clarté des usages et entretien, situation et devenir de la dalle appartenant à la copropriété mais d'usage public
- Situation financière : impayés, dettes, montants des charges, procédures de recouvrement
- Etat du bâti / diagnostic technique : analyse physique des parties communes, état des logements, diagnostic énergétique, desserte par le réseau de chauffage urbain, sécurité technique, mobilisation de l'avis des pompiers.
- Sécurité publique: diagnostic des incivilités et/ou délits, sécurité du parking souterrain, sécurité des espaces publics environnants.
- Profil socio-économique des occupants : répartition propriétaires occupants/bailleurs, composition des ménages, situations locatives, ressources, âges des ménages, regard sur la mobilité entrante et sortante des locataires, attractivité résidentielle pour des propriétaires et/ou des locataires, quels impacts par rapport au parc social environnant (complémentarité, concurrence ?), situation de locataires en grande précarité (accompagnement par des organismes locaux, DALO…).

L'étude préopérationelle parc privé Alexia I, II et III aura vocation, en fonction des conclusions du diagnostic, à analyser et établir les scenarii pour :
- Une réhabilitation partielle ou totale des immeubles et du parking sous-terrain et de la dalle
    - La réhabilitation pourra notamment inclure des recompositions de logements ou du changement d'usage de logements
- Une démolition partielle ou totale des immeubles, du parking et de la dalle

BL

- Un projet d'aménagement du pied des immeubles et des abords (en cas de réhabilitation partielle ou totale)
- Un projet d'aménagement ou de construction en cas de démolition

L'assistance juridique portera sur :

- Le statut des copropriétés
- L'éventuelle nécessité de procéder à une ou des division(s) en volume et leur mise en oeuvre
- L'aide à la négociation pour l'acquisition de lots
- Le montage de Déclaration(s) d'Utilité Publique en cas de nécessité identifiée de recourir à l'expropriation

BL

ANNEXE 13 – B
Etude sociale et urbaine (lots 1 et 2)

Maitre d'ouvrage : Communauté d'Agglomération du Douaisis

Quartiers concernés : Les Epis à Sin-le-Noble ; Pont de la Deûle et Dorignies à Flers-en-Escrebieux et Douai

Coût prévisionnel :
- Lot 1, quartier des Epis : 100 000 € HT
- Lot 2, quartier de Pont de la Deûle et Doriginies : 150 000 € HT

Financement :
Lot 1, quartier des Epis :
- CAD : 12 500 € soit 12,5 %
- Ville de Sin-le-Noble : 12 500 € soit 12,5 %
- ANRU : 50 000 € soit 50 %
- Région : 25 000 € soit 25 %

Lot 2, quartier de Pont de la Deûle et Dorignies :
- CAD : 18 750 € soit 12,5 %
- Ville de Douai : 9 375 € soit 6,25 %
- Ville de Flers-en-Escrebieux : 9 375 € soit 6,25 %
- ANRU : 75 000 € soit 50 %
- Région : 37 500 € soit 25 %

Durée de l'étude : 3 semestres

Descriptif de l'étude :

Pour chaque quartier, l'étude sociale et urbaine visera à établir un diagnostic du quartier, à l'inscrire dans son environnement immédiat mais également dans la stratégie territoriale de la CAD.

Une étude sociale et urbaine complète sur l'ensemble du secteur comprendra :
- Diagnostic urbain et social
    - En complément et en actualisation de l'étude COMPAS de 2014 et de l'étude urbaine sur la ZUS Nord Escarpelle datant de 2005, ainsi que des opérations réalisées dans le cadre de la première convention de Rénovation Urbaine du quartier des Epis
    - Diagnostic du fonctionnement urbain et social, identification des dysfonctionnements, monographies par quartier, repérage des secteurs d'habitat dégradé et de précarité énergétique, diagnostic des équipements existants et identification des besoins de services non satisfaits, desserte des quartiers, etc.
- Orientations stratégiques
- Schéma directeur
    - Identification notamment des fonciers pour diversification
- Projet Urbain avec la programmation d'opérations par famille d'opération
- Fiche opérations avec pré-chiffrage

BL

ANNEXE 13 – C
Diagnostic commercial et développement économique des quartiers et orientation et programmation des commerces et activités artisanales

Maitre d'ouvrage : Communauté d'Agglomération du Douaisis

Quartiers concernés : Pont de la Deûle et Dorignies à Flers-en-Escrebieux et Douai

Coût prévisionnel : 30 000 € HT

Financement :
- CAD : 3 750 € soit 12,5 %
- Ville de Douai : 1 875 € soit 6,25 %
- Ville de Flers-en-Escrebieux : 1 875 € soit 6,25 %
- Région : 7 500 € soit 25 %
- Caisse des dépôts : 15 000 € soit 50 %

Durée de l'étude : 3 semestres

Descriptif de l'étude :

Cette étude vise à étudier le potentiel de développement économique:
- Diagnostic de l'offre existante sur site, du déficit éventuel au sein de cette offre et des freins à l'implantation ou au maintien des activités ;
- Identification du potentiel de développement économique sur site ;
- Définition d'une stratégie de diversification fonctionnelle cohérente avec la vocation de chacun des quartiers et du potentiel réel de développement économique ; stratégie de restructuration commerciale et/ou d'implantation d'une locomotive économique et/ou de réinvestissement des pieds d'immeubles ; devenir des entrepôts au nord de Pont de la Deûle (étude en cours de l'implantation d'une ressourcerie par le Symevad)
- Programmation économique selon le potentiel identifié précédemment et la stratégie choisie : commerces, services, activités économiques.

BL

ANNEXE 13 – D
Directeur/rice de projet NPNRU
(½ ETP pour le QIN et ½ ETP pour le QIR sur 24 mois)

Maitre d'ouvrage : Communauté d'Agglomération du Douaisis

Quartiers concernés : Les Epis à Sin-le-Noble ; Pont de la Deûle et Dorignies à Flers-en-Escrebieux et Douai

Coût prévisionnel : 230 000 € HT
- Quartier d'intérêt national, Les Epis : 115 000 €
- Quartier d'intérêt régional, Dorignies / Pont de la Deûle : 115 000 €

Financement :
Quartier d'intérêt national, Les Epis :
- CAD : 28 750 € soit 25 %
- Ville de Sin-le-Noble : 28 750 € soit 25%
- ANRU : 57 500 € soit 50 %

Quartier d'intérêt régional, Dorignies / Pont de la Deûle :
- CAD : 28 750 € soit 25 %
- Ville de Douai : 14 375 € soit 12,5 %
- Ville de Flers-en-Escrebieux : 14 375 € soit 12,5 %
- ANRU : 57 500 € soit 50 %

Durée de financement du poste : 4 semestres

Descriptif du poste :

La CAD a créé un poste intitulé « Coordinateur NPNRU » qui correspond à la fonction de directeur de projet attendu par l'Anru, dont les missions sont les suivantes :
- Conduire la définition du projet urbain et social :
  - Etablir les marchés des études du protocole,
  - Coordonner et suivre les études,
  - Piloter les prestataires,
  - Identifier et réunir les expertises nécessaires au projet,
  - Animer le collectif d'acteurs.
- Articuler le projet aux dispositifs existants et à développer (développement social, économique, gestion urbaine, co-construction avec les habitants…)
  - Animer et cadrer la démarche d'insertion par l'activité économique,
  - Définir et piloter la stratégie de gestion urbaine de proximité et de co-construction avec les habitants
  - Construire avec les gestionnaires des autres politiques publiques sur le territoire,
  - Articuler le projet du NPNRU au projet de territoire,
  - Articuler le projet du NPNRU aux dispositifs de développement social, économique, environnemental et aux structures d'exploitation ou de gestion pérennes.
- Animer le dispositif de pilotage opérationnel et stratégique :
  - Organiser et animer les instances de pilotage,
  - Fédérer les acteurs autour du projet urbain et social et construire les partenariats nécessaires au projet (notamment financeurs),
  - Intégrer la gestion administrative, financière (notamment via l'utilisation de la plateforme agora) et juridique du NPRU dans la gestion de la collectivité,

BL

- Aider l'exécutif porteur du projet à prendre des décisions et à agir en matière de communication et de concertation,
- Concrétiser la volonté politique et donner aux décideurs de la visibilité sur l'avancement du projet,
- Accorder les décideurs, faire décider, tisser de la cohérence,
- Elaborer une convention de rénovation urbaine en fonction des conclusions du protocole de préfiguration.

BL

ANNEXE 13 – E
AMO suivi des études et accompagnement pour la formalisation de la convention ANRU et fiabilisation financière

Maitre d'ouvrage : Communauté d'Agglomération du Douaisis

Quartiers concernés : Les Epis à Sin-le-Noble ; Pont de la Deûle et Dorignies à Flers-en-Escrebieux et Douai

Coût prévisionnel : 53 000 € HT
- Quartier d'intérêt national, Les Epis : 15 000 €
- Quartier d'intérêt régional, Dorignies / Pont de la Deûle : 38 000 €

Financement :
Quartier d'intérêt national, Les Epis :
- CAD : 3 750 € soit 25 %
- Ville de Sin-le-Noble : 3 750 € soit 25%
- ANRU : 7 500 € soit 50 %

Quartier d'intérêt régional, Dorignies / Pont de la Deûle :
- CAD : 21 000 € soit 55,3 %
- Ville de Douai : 4 750 € soit 12,5 %
- Ville de Flers-en-Escrebieux : 4 750 € soit 12,5 %
- ANRU : 7 500 € soit 19,7 %

Durée de financement du poste : 4 semestres

Descriptif de la mission :

Cette mission, très transversale, d'appui du porteur de projet au pilotage de la mise en œuvre du protocole de préfiguration jusqu'au conventionnement NPNRU consiste à :
- Appuyer la préparation et co-animer les comités techniques et instances de pilotage
  - Créer et mettre à jour des outils de suivi (cartographie dynamique, fiches actions, plannings…)
  - Animer la démarche projet du NPNRU
  - Assurer l'articulation des différentes études (menées en interne et en externe)
  - Construire des supports d'aide à la décision
  - Alerter sur les points de blocage éventuels
- Elaborer les outils et documents nécessaires au conventionnement avec l'ANRU
  - Elaborer le planning opérationnel et financier du NPRU
  - Formaliser le dossier de convention NPNRU
  - Mise au point du plan de financement des opérations en vue de la contractualisation avec l'ANRU
- Soutenabilité financière : projection des dépenses et des recettes dans le temps pour chaque signataire de la convention

BL

ANNEXE 13 – F
AMO appui méthodologique en matière de concertation et mise en œuvre des outils de concertation

Maitre d'ouvrage : Communauté d'Agglomération du Douaisis

Quartiers concernés : Les Epis à Sin-le-Noble ; Pont de la Deûle et Dorignies à Flers-en-Escrebieux et Douai

Coût prévisionnel : 27 000 € HT
- Quartier d'intérêt national, Les Epis : 7 000 €
- Quartier d'intérêt régional, Dorignies / Pont de la Deûle : 20 000 €

Financement :
Quartier d'intérêt national, Les Epis :
- CAD : 1 750 € soit 25 %
- Ville de Sin-le-Noble : 1 750 € soit 25%
- Caisse des dépôts : 3 500 € soit 50 %

Quartier d'intérêt régional, Dorignies / Pont de la Deûle :
- CAD : 5 000 € soit 25 %
- Ville de Douai : 2 500 € soit 12,5 %
- Ville de Flers-en-Escrebieux : 2 500 € soit 12,5 %
- Caisse des dépôts : 10 000 € soit 50 %

Durée de financement du poste : 4 semestres

Descriptif de la mission :

Cette mission a pour objectif de permettre la mise en place des moyens nécessaires à l'implication des habitants dans la co-construction du NPNRU.
Cette mission aura pour objectif de :
- impliquer les partenaires dans la démarche de concertation et de communication,
- aider à la définition d'une stratégie
- définir les modalités de pilotage : organisation collective pour l'élaboration, la validation, la conduite de la démarche, la mise en oeuvre, l'évaluation, les moyens : humains, financiers, matériels, mise en place d'outils
- mettre en œuvre des actions de concertation.

BL

ANNEXE 14
Courrier d'autorisation de mise en signature du protocole

BL

Agence Nationale
pour la Rénovation
Urbaine

Le Directeur Général

Paris, le 16/11/2018

À

Monsieur Michel LALANDE
Préfet de la Région Haut-de-France
Préfet du Nord
Délégué Territorial de l'ANRU
Pour le département du Nord,

Dossier suivi par : Raphaël MUNNICH
Téléphone : 01 53 63 56 77
E-mail : rmunnich@anru.fr
N/Réf : DO /RM /AC 059-2018.139

Objet : Autorisation de mise en signature du protocole de préfiguration NPNRU de la Communauté d'Agglomération du Douaisis - Protocole n°272.

Suite au Comité d'Engagement du 10 juillet 2017, vous m'avez adressé par courrier en date du 10 octobre 2018 le protocole de préfiguration NPNRU de la Communauté d'agglomération de Douaisis.

J'ai le plaisir d'autoriser la mise en signature du document qui comprend les derniers ajustements vus avec vos services.

J'ai bien noté les jalons opérationnels prévus au protocole prévoyant une synthèse de l'instruction du dossier au 2ème trimestre 2019, en vue d'un Comité d'Engagement envisagé courant 2019.

Pour Benoît Ribadeau Dumas

Nicolas GRIVEL

Copie :

- *Monsieur Eric FISSE, Délégué Territorial Adjoint de l'ANRU*
- *Monsieur Daniel BARNIER, Délégué Territorial Adjoint de l'ANRU*

69 bis, rue de Vaugirard
F-75006 Paris
tél. : 01 53 63 55 50
fax : 01 45 49 12 68
www.anru.fr
Siret : 45367825200017
APE : 8413Z

BL

Agence Nationale
pour la Rénovation
Urbaine

Le Directeur Général

Paris, le 16/11/2018

À

Monsieur Michel LALANDE
Préfet de la Région Haut-de-France
Préfet du Nord
Délégué Territorial de l'ANRU
Pour le département du Nord,

Dossier suivi par : Raphaël MUNNICH
Téléphone : 01 53 63 56 77
E-mail : rmunnich@anru.fr
N/Réf : DO /RM /AC 059-2018.139

Objet : Autorisation de mise en signature du protocole de préfiguration NPNRU de la Communauté d'Agglomération du Douaisis - Protocole n°272.

Suite au Comité d'Engagement du 10 juillet 2017, vous m'avez adressé par courrier en date du 10 octobre 2018 le protocole de préfiguration NPNRU de la Communauté d'agglomération de Douaisis.

J'ai le plaisir d'autoriser la mise en signature du document qui comprend les derniers ajustements vus avec vos services.

J'ai bien noté les jalons opérationnels prévus au protocole prévoyant une synthèse de l'instruction du dossier au 2ème trimestre 2019, en vue d'un Comité d'Engagement envisagé courant 2019.

Nicolas GRIVEL

Copie :

- *Monsieur Eric FISSE, Délégué Territorial Adjoint de l'ANRU*
- *Monsieur Daniel BARNIER, Délégué Territorial Adjoint de l'ANRU*

69 bis, rue de Vaugirard
F-75006 Paris
tél. : 01 53 63 55 50
fax : 01 45 49 12 68
www.anru.fr
Siret 45367825200017
APE 8413Z

BL